

front rouge

organe central
du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

19 JUIN 1975 - n°16 | B.P. 161 75864 Paris cédex 18 - C.C.P. Front Rouge 31-191-14 La Source 2 F

TRAVAILLEURS, A L'OFFENSIVE CONTRE LA BOURGEOISIE !

Travailleurs,

Depuis un an, la bourgeoisie nous soumet à un chantage odieux. A toutes les revendications, à toutes les tentatives pour engager la lutte, elle a opposé systématiquement le chantage à la catastrophe qui guetterait notre pays du fait du manque de modération des ouvriers dans leurs revendications. Sans cesse, elle a appelé à la solidarité entre ouvriers et patrons, entre exploités et exploités. Les quelques réformes sociales (loi sur l'avortement, accords sur le chômage...) annoncées avec grand tapage par Giscard et Chirac se sont révélées dans les faits comme de la poudre aux yeux pour masquer le chantage à la crise permanent exercé sur la classe ouvrière.

Un an après, le bilan est clair : si des experts capitalistes se risquent à prévoir une relance dans quelques mois, pour les masses populaires, les choses se sont considérablement aggravées :

● Plus d'un million deux cents mille chômeurs, soit 80% de plus qu'il y a un an ;

● Six fois plus de chômeurs partiels indemnisés, sans compter les chômeurs partiels qui ne touchent rien ;

● 13% de hausse des prix depuis un an, avoués par l'INSEE ;

● Rares sont les familles ouvrières qui n'ont pas à se plaindre d'une amputation importante de leur pouvoir d'achat, les pertes de ressources se chiffrent fréquemment à plusieurs centaines de francs ;

● Dans les usines, en même temps que le chômage croît, les cadences s'accroissent avec leur cortège d'accidents, de maladies professionnelles, de travailleurs mutilés...

Depuis un an, la classe ouvrière s'interroge sur les moyens de surmonter cette politique de crise, sur les moyens de faire face à ces constantes attaques de ses conditions de vie et de travail. Pendant tout un temps, la pression conjuguée du chantage à la crise du gouvernement, et de la politique de démission prônée par les révisionnistes du P(C)F, est arrivée à limiter nos luttes, à les circonscrire à la riposte contre les licenciements et les fermetures d'entreprises.

Mais aujourd'hui, cette période est révolue. Montrant l'exemple, les ouvriers de Renault, d'Usinor, de Chausson, ont recouru à des grèves dures, souvent longues, pour faire indemniser le chômage partiel, pour faire revaloriser leurs salaires. Et s'ils ont pu apparaître parfois isolés, parfois en difficulté, l'écho de leur combat, en particulier dans leur localité, dans leur branche ou dans leur trust, cet écho montre les possibilités qui se dessinent pour un mouvement d'ensemble de toute la classe ouvrière.

C'est bien à un tel mouvement d'ensemble que nous aspirons tous. C'est une politique d'ensemble de la bourgeoisie qui nous frappe, c'est par une riposte d'ensemble que nous la ferons reculer. Nos camarades d'Usinor, de Renault, de Gennevilliers, de Besançon... nous montrent la voie, nous montrent qu'un tel mouvement est possible. C'est à nous de le développer, de le construire. L'extension des luttes qui se dessine constitue un puissant encouragement.

SUITE PAGE 2

LE POINT SUR LES LUTTES

LES ouvriers des usines de Reims, Asnières et Gennevilliers font ensemble le point sur la lutte à Chausson. Nos correspondants font le bilan des luttes à Blois dans les mois derniers et parlent de la situation à Fos, à travers la lutte de la CFEM.

page 2-3



CONVENTION DU PS SUR L'AUTOGESTION

A U moment où se tient le sommet Mitterrand-Marchais, le PS prépare sa convention sur l'autogestion. A travers cette campagne, le PS vise à profiter du déclin du révisionnisme. Vain espoir car l'autogestion en question n'est guère qu'une pâle mixture de programme commun et de réforme Sudreau.

page 4

ASSISES SUR LA SANTE

LES Assises ont réuni plus de 300 participants les 14 et 15 juin à Paris. Elles ont décidé de créer un Comité de Liaison et l'Information sur la Santé et la Sécurité du Travail. Ce comité constitue un lieu de rencontres des ouvriers, des syndicalistes, des hospitaliers, médecins et juristes qui veulent travailler à ce que les masses prennent en main la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail et du système médical capitaliste.

page 6



POLOGNE : A PROPOS DE LA VISITE DE GISCARD

G ISCARD achève sa visite en Pologne révisionniste. Nous avons publié lundi un article qui montrait les caractères du capitalisme dans ce pays. Cette semaine, nous expliquons le rôle de l'Eglise et la dégénérescence du parti « ouvrier » polonais.

page 8

TRAVAILLEURS, A L'OFFENSIVE CONTRE LA BOURGEOISIE !

SUITE DE LA PAGE 1

Travailleurs,

● Rejetons avec force le chantage à la crise de la bourgeoisie.

Rejetons ses appels à la paix sociale, à la solidarité entre exploités et exploités. C'est à la bourgeoisie de payer la crise, et les travailleurs n'ont pas à se soucier de ses difficultés pour savoir s'ils peuvent partir en lutte. Période de la récession ou période de croissance, le lot des travailleurs a toujours été : chômage, hausse des prix, cadences accélérées. Aujourd'hui, où nos conditions de vie et de travail s'aggravent considérablement, c'est par la lutte, seulement par la lutte, que nous contraindrons la classe capitaliste à reculer.

● Rejetons avec force les mots d'ordre de collaboration de classes de la « gauche », et particulièrement du P.C.F. Ne nous y trompons pas : derrière le durcissement de son langage, derrière certaines attitudes en apparence plus dures, le P.C.F. multiplie les obstacles pour empêcher les travailleurs de nouer des liens entre différentes usines, pour empêcher que se développe un mouvement d'ensemble. A Renault, à Usinor, à Chausson, c'est toujours le même scénario que tentent de répéter les états-majors révisionnistes : monopoliser les moyens de liaison entre les travailleurs des différents trusts, des différentes usines, voire même des différents ateliers, espérant par là éviter l'extension de la lutte. Ces gens-là portent l'écrasante responsabilité du retard dans la riposte à la politique de crise. Il faut aujourd'hui les écarter résolument de la conduite de nos luttes.

Travailleurs,

Aujourd'hui, c'est la bourgeoisie qui est en position de faiblesse. Devant le développement des luttes, et le rejet de plus en plus fréquent de sa politique de crise, elle n'a d'autre issue pour poursuivre sa politique réactionnaire, que le recours à la violence systématique contre les ouvriers en grève. CRS, milices patronales, chiens policiers, tout est mis en œuvre pour décourager les grévistes, pour dissuader leurs camarades et les rejoindre dans la lutte. A Chausson, ou au « Parisien Libéré », cette politique a été mise en échec, et une gigantesque provocation, causant la mort d'un journaliste de l'AFP, a été mise sur pied pour faire diversion.

Aujourd'hui, les conditions sont réunies pour aggraver les difficultés de la bourgeoisie, pour la contraindre à des reculs. RIPOSTONS massivement aux agressions contre les ouvriers grévistes, CONSTRUISONS, par l'extension de nos luttes, le mouvement d'ensemble qui sera capable d'arracher à la bourgeoisie les reculs qu'elle n'a pas consentis dans les luttes partielles ! SACHONS surmonter les hésitations nées de la politique de crise du gouvernement, SACHONS écarter de la conduite de nos luttes les révisionnistes et les réformistes, SACHONS gagner la majorité à la perspective de ce mouvement d'ensemble !

HALTE A LA REPRESSION CONTRE LES OUVRIERS GREVISTES ! A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

OUI, LA LUTTE EST POSSIBLE !

CHAUSSON : DES TRAVAILLEURS FONT LE POINT

Asnières, Gennevilliers, Meudon et maintenant Laval, les travailleurs de Chausson poursuivent la lutte pour la satisfaction de leurs revendications : « 250 F. pour tous », « Parité avec Renault », « Paiement des heures de grève ». A Reims, la reprise du travail était décidée jeudi dernier. Pour faire le point sur la lutte, nous avons réuni à Reims cinq travailleurs de Chausson, d'Asnières, de Gennevilliers et de Reims. Assistés également à la réunion des travailleurs de Marelli. Daniel travaille à la peinture à Gennevilliers, Jean-Louis (CGT) est chauffeur et dépend aussi de Gennevilliers, Didier (CGT) est OS à Asnières. Robert et Henri (CFDT) sont outilleurs à Reims.



Front Rouge : A Reims, vous avez repris le travail, pouvez-vous expliquer comment s'est effectuée la reprise ?

Robert : Tout d'abord, il faut s'entendre sur le mot « reprise », parce qu'on ne peut pas dire que la production sorte normalement. A l'outilage, où je travaille, on ne fait guère plus de 10% de la production. Au thermique, ils en font un peu plus... 50% environ, mais dans tous les cas on débraye deux heures par jour ; alors tu vois, la lutte, elle n'est pas finie.

Henri : Ce qui s'est passé, c'est qu'une fois qu'on a été viré du piquet et que les portes ont été ouvertes, les gars sont rentrés, pas tout de suite, mais au bout de trois-quatre jours. Il faut dire qu'on avait déjà été viré trois fois et que les gars manquaient de perspectives.

Robert : Oui, ce qu'il aurait fallu c'était se barricader dans les ateliers, parce que fermer les portes ça ne servait à rien vu que l'usine est entourée de grillages, et que c'est une vraie passoire.

Didier : Nous on voit bien à Asnières que l'occupation c'est vraiment très important, c'est sûr que le patron, il cherchera à faire rentrer des gars si on ne réoccupe pas.

Didier parle alors de la situation à Asnières et montre combien la question de la réoccupation est celle que se posent aujourd'hui de nombreux travailleurs. Il explique le rôle des révisionnistes et des réformistes dans les syndicats, les contradictions qui se sont manifestées au cours de la lutte.

Front Rouge : Quelles sont les leçons que vous tirez de la lutte à Reims ? Vis à vis de la tactique des patrons d'une part et de celle des syndicats, d'autre part.

Robert : On n'a pas encore assez analysé, mais il y a déjà un certain nombre de choses qui apparaissent. Ce qu'il faut savoir c'est que quand on était en lutte, on n'était pas les seuls sur Reims. Il y avait aussi la PUM et les camarades de Marelli qui occupaient. Mais personne n'était au courant. Les deux Unions-Locales ne faisaient rien ; pour Marelli c'était des gars du P.C.F. qui devaient s'occuper de la

coordination... L'erreur, c'est de ne pas l'avoir fait nous même. Ce qu'il fallait, c'était distribuer des tracts sur les autres boîtes, populariser le mouvement, former des groupes pour ça...

Henri : Il n'y a même pas eu de débrayages d'organisés sur le coin lorsque les flics sont intervenus, il n'y a pas eu de collectes non plus. Tout ce que les V.L. ont fait cela a été d'envoyer le gars du « Programme Commun » avec une voiture-bigo... un conseiller général, je crois... Tu te demandais de quoi il parlait, il avait des termes où on n'y comprenait rien. Pendant ce temps, il y avait les gars du P.C.F. qui distribuait des bulletins d'adhésion disant qu'à Gennevilliers, il y en avait tant qui avaient adhéré. Il y avait des gars qui signaient, sans faire attention, croyant que c'était pour soutenir la lutte...

Daniel : C'étaient des gars de la CGT ?

Robert : Non, pas tous, il faut dire que la CGT-Chausson, ici, c'est un peu particulier. A la Bourse ils nous considèrent tous comme des gauchistes, qu'on soit CGT ou CFDT. Mais le gars qui dirige la section CGT de l'usine, c'est un gars vraiment combatif. Plusieurs fois il s'est fait taper sur les doigts par la Bourse. Il y a eu des contradictions terribles. Tiens, le jour où la Bourse a voulu faire ouvrir les portes, les gars de la CGT s'y sont opposés. Ce que les permanents CGT de la Bourse ont toujours essayé de faire à Chausson, c'est de passer par dessus les dirigeants de la section de l'usine, en s'appuyant sur les gars du P.C.F. à l'intérieur de la boîte. Ils savent bien que la section a le soutien de la masse des gars et qu'ils ne peuvent rien contre, alors ils essayent de maquiller.

Henri : Moi, je suis à la CFDT et au niveau de la Bourse on a moins de problèmes c'est sûr, mais pour ce qui est de la lutte là, le syndicat n'a pas été à la hauteur. C'est ce qu'on disait tout à l'heure à propos de l'isolement et du manque de popularisation.

Un camarade de Marelli explique alors les difficultés rencontrées dans la lutte sur son usine, comment le manque de soutien a été ressenti, quel bilan en tirent les travailleurs. Il montre que la tactique de la Bourse a été d'éviter les contacts entre les travailleurs en

La parade de la bourgeoisie.

Devant cette situation devenant critique pour elle, la bourgeoisie a décidé de frapper « à la tête ». En effet, la tête de l'action traditionnelle à Blois a toujours été l'usine Air Equipement du trust DBA. La direction de ce trust fit savoir que l'usine allait être démantelée, les fabrications aéronautiques supprimées et l'ensemble rattaché au secteur automobile « poids lourds » avec déclassements catégoriels, réduction des salaires sur un an. Vrai ou faux, ce bruit a eu l'effet escompté par les patrons de la DBA, car immédiatement toute l'action a été concentrée sur ce problème avec nombreux défilés en ville, en direction du « ministre sans portefeuille » Pierre Sudreau. Débrayages tournants se succédèrent encore depuis plus d'un mois. Les révisionnistes, bien entendu en profitèrent pour mettre en avant leur thèse du « programme commun » de la gauche.

Bien entendu, Pierre Sudreau répond par de longs articles dans le journal régional « La Nouvelle République », il prend : « résolulement

Correspondant Blois.

CIAPEM BRANDT : après l'échec des révisionnistes aux élections professionnelles, la lutte s'engage

A Brandt-Lyon, pour tenter de redresser la situation en faveur des révisionnistes, mis en péril dans la CGT de l'usine, l'Union des Métaux CGT et l'UL avaient démis un camarade du Parti délégué CGT de ses fonctions (Cf. FR N° 159). Ce coup de force a été à l'encontre du but que cherchait le P.C.F. car le camarade Iqui s'était présenté en fin de compte sur la liste CFDT, avec un autre militant CGT immigré à été élu délégué. A cette occasion, la liste de la CFDT (créée il y a seulement 2 ans) a été majoritaire, en suffrages passant de 2 à 4 sièges, tandis que la CGT faisait les frais de la politique de provocation et de division des révisionnistes en perdant 2 sièges et de nombreuses voix ouvrières. Les moyens ôtés à la CGT par l'élimination du camarade et le dégoût inspiré à de nombreux ouvriers cégétistes ont passé lourd. Les travailleurs de Brandt ont sanctionné l'inspiration à l'unité syndicale sur des bases de lutte de classe qu'à représentée la campagne menée par la CFDT de la boîte et les camarades ex-CGT.

Les aspirations à la lutte se sont d'ailleurs marquées immédiatement, contre la politique de crise appliquée par la direction sur les salaires, les cadences et le chômage partiel.

Correspondant 15-6.

D'ASNIÈRES, GENNEVILLIERS ET REIMS SUR LA LUTTE

lutte, d'empêcher un mouvement d'ensemble sur Reims. Robert intervient pour préciser que lors du vote pour la reprise, il y a eu séparation entre l'outilage et le Thermique soient deux votes séparés, et que c'est la Bourse qui l'a voulu ainsi.

Front Rouge : En dehors de cette réunion, quels contacts avez-vous eu avec les autres usines du trust ?

Henri : Aucun... il y a bien eu deux délégués d'Asnières qui sont venus, des gars de la CFDT, mais à la fin du discours du gars tu ne savais toujours pas si la lutte continuait ou pas...

Daniel : Je vois qui c'est... il est doué pour parler pour ne rien dire...

Henri : Mais vous à Asnières, je suppose que vous avez eu un peu les mêmes problèmes que nous ?

Jean Louis : Ce qu'il y a, c'est que le patron commence à être aculé. Ce matin on a fait une collecte à Renault-Billancourt et ce que les gars nous ont dit c'est qu'ils refusaient de travailler sur les outils qui viennent de Chausson. Et puis les voitures elles sortent sans ailes, sans

radiateurs... On va bientôt avoir des voitures à pédales !

Robert : C'est pas étonnant, on fait 80 % des radiateurs en Europe, je crois.

Daniel : Oui. Le rapport de force il est de notre côté. A Meudon et Laval, ils occupent toujours.

Didier : Tu parlais de la collecte à Renault... Au départ les syndicats disaient « une dizaine de gars ça ira... ». En fait on s'est retrouvé à une centaine. Cela montre bien que là aussi ils essayent de limiter les contacts entre les boîtes. C'est pourquoi un de nos points forts, c'est d'avoir constitué un Comité de grève dès le début de la lutte.

Didier explique alors le rôle du Comité de grève, parle des contradictions intervenues avec la section CGT : Ce que les gars du P.C.F. qui dirigent la section ne peuvent pas supporter c'est que les travailleurs eux mêmes contrôlent ce qui se passe, ce qui est décidé, donnent leur avis... Ils n'ont jamais connu ça jusqu'à maintenant, c'est quelque chose qu'ils ne peuvent même pas penser.

Daniel : On est arrivé à des mesquineries incroyables. Une fois ils ont planqué les casse-croûte et le café du piquet... D'ailleurs à Gennevilliers ils ne viennent plus aux réunions

La lutte à Asnières et à Gennevilliers

Au 34^e jour de grève, les négociations qui, font suite au départ des milices privées de l'usine d'Asnières, viennent d'être rompues entre les syndicats et la direction, ou plutôt, comme le disait un délégué CGT ce matin « elles ne sont pas rompues, elles sont suspendues... ». Voilà un bon diplomate ! Le but recherché par la direction est donc d'essayer de laisser traîner les choses. C'est pourquoi les actions entreprises par les travailleurs ces derniers jours visent précisément à populariser le plus largement leur lutte, à multiplier les collectes, comme celle d'hier à Renault-Billancourt. Dans ses interventions notre Parti fait

des propositions qui vont dans ce sens et appelle à réoccuper l'usine d'Asnières afin que le patron ne puisse pas essayer de faire reprendre le travail à quelques éléments, même isolés, ce qui risquerait de diviser les travailleurs. Aussi, dans sa propagande notre Parti dénonce-t-il le compromis réalisé entre les syndicats et la direction ; les syndicats ayant signé un « statu-quo », s'engageant à ne pas réoccuper l'usine tant que les négociations ne seraient pas rompues (elles ne sont que « suspendues » !). Aujourd'hui, le rapport de force est du côté des travailleurs et il ne s'agit pas que par tel ou tel compromis, les sections syndicales s'infléchissent du côté du patron.

Propos recueillis par Pierre MOREL.

Les travailleurs de la CFEM dénoncent le mythe de Fos

« C'est notre 7ème semaine de grève ; tous les jours, on débraye, mais sans durée ni moment fixes, certains jours 2 fois... ! » Pierre, ouvrier à la CFEM de FOS est venu avec deux de ses camarades, Jacques et Yves, témoigner leur solidarité avec les grévistes d'Ugine-Acier, assignés au tribunal d'Aix-en-Provence. Nous avons discuté avec eux de leurs luttes et de la situation vécue à Fos. Pierre poursuit : « Ce que nous voulons, c'est les mêmes avantages que la CFEM-Rouen :

- travail à la journée et non pas en postes 2x8
- augmentation de la valeur du point
- suppression du règlement intérieur qui n'est rien d'autre qu'un règlement policier

A Fos, complexe sidérurgique créé de toutes pièces par la bourgeoisie, des milliers de travailleurs se sont retrouvés brutalement déportés de leur région, souvent chassés par le chômage, parfois attirés par une publicité alléchante (grosses payes, usine ultra moderne, la Méditerranée à portée de la main...)

TRAVAIL EN POSTE OU CHOMAGE...
« L'industrialisation de Fos oblige les ouvriers à travailler en postes... ou à s'inscrire au chômage » remarque Pierre. Yves approuve : « C'est simple, si les ouvriers de la CFEM trouvaient du travail à la journée, même avec une perte de salaire, les trois-quart quitteraient l'usine. » Travail posté, longs temps de transport, ces fléaux qui usent la vie des travailleurs des grands bagnes capitalistes d'Usinor, Peugeot, Renault, c'est aussi cela que dénoncent les ouvriers de Fos.

Jacques : « Depuis le démarrage de l'usine, nous luttons pour que les heures de transports soient comptées comme heures de travail et payées au même tarif. Des ouvriers viennent de Cavallion, dans le Vaucluse. Certain viennent de plus loin » (Cavallion est à plus de 80 km). C'est un des obstacles à la grève, mais il y a surtout toutes les illusions créées par les capitalis-

tes sur Fos qui deviennent vite désillusion, colère et volonté de lutte pour les travailleurs.

« L'ILLUSION DES GROSSES PAYES. ELLE TOMBE VITE »

« Ceux qui viennent travailler ici espèrent avoir un régime spécial, explique Jacques. Très souvent ces gars sont déplacés et arrivent dans un milieu où ils ne parviennent que difficilement à s'adapter ; très souvent ils sont originaires d'une région où il y a beaucoup de chômage. »

Yves : « Ça ne les empêche pas forcément de lutter. Je connais un gars, un ancien mineur du Nord, il dit qu'il gagne le double de ce qu'il gagnait dans les mines, mais il a suivi la lutte. »

Le mythe des hauts salaires de Fos, Yves montre ce qu'il en est en réalité : « Les ouvriers qui viennent d'ailleurs croient qu'ils gagnent beaucoup d'argent au début, mais peu après ils s'aperçoivent qu'ils sont obligés de tout dépenser pour vivre ». En effet, les salaires sont apparemment plus élevés que dans les régions proches, la différence est engloutie dans la nourriture (les fruits et légumes, pourtant exportés à des centaines de tonnes par la région, sont aussi chers qu'ailleurs), dans le logement (une chambre au foyer Sonacotra de Port de Bouc revient à 400 F sans la cantine !) et dans les loyers ; très nombreux sont les jeunes ouvriers qui se déplacent jusqu'à Arles, Salon, Miramas ou Marseille pour se distraire... peut-être, mais pour dépenser leur salaire, c'est sûr ! Car aucune structure de loisir n'a été prévue pour l'instant dans le complexe de Fos. Un bague n'est pas fait pour se distraire, bien évidemment !

Yves : « Il y a aussi beaucoup de travailleurs qui ont engagé des crédits pour pouvoir se loger et se maubler, avec l'illusion des grosses payes du début ; c'est un obstacle important à la lutte, aussi. » Pendant les débrayages, chaque jour, les camarades du Parti et tous les ouvriers grévistes discutent avec ceux qui ne voient pas la nécessité de lutter.

DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

du Comité de Grève, même qu'on les a surnommés les « boulistes » parce que pendant qu'on se réunit, ils jouent aux boules.

Front Rouge : A la fin de cette semaine se tient le congrès de la CGT. Le thème mis en avant est « démocratisons nos luttes »...

Didier : Ils ne manquent pas de toupet. Jean Louis : Oui, nous on doit se réunir jeudi ou vendredi. Pour l'instant c'est surtout les délégués qui en discutent entre eux.

Robert : Nous, ici, à Reims les gars n'ont rien à dire contre la section de l'usine, c'est vis-à-vis de l'UL qu'il y a un problème.

Henri : Moi, je n'étais même pas au courant...

Front Rouge : Cela fait trente quatre jours que vous êtes en lutte, il semble que la direction essaye de laisser traîner les choses. Comment envisagez-vous les jours à venir ?

Didier : Tout d'abord, ce qu'il faut bien voir c'est que c'est nous qui avons l'offensive et que la base de manœuvre du patron est réduite. Nous à Asnières, on pense qu'il faut renforcer la popularisation et surtout réoccuper l'usine : ça c'est le point clé. Et puis il faut être vigilant parce que la tactique du patron, c'est d'essayer de faire des négociations séparées. Nous voulons une seule négociation pour tout le trust Chausson... Enfin, à Asnières et Gennevilliers, on doit lutter contre les dirigeants syndicaux qui se mettent en travers de la lutte.

Nous laisserons à Daniel la conclusion telle qu'il l'a formulée au moment où nous nous quittons : Je vois deux grosses leçons à tirer, c'est d'abord que des réunions comme celle-là, les syndicats auraient du en organiser dès le début et ça, c'est important, parce que maintenant on s'est rendu compte de l'importance d'avoir des liens entre les différentes usines et puis la grande leçon, c'est qu'avant on disait « on veut bien faire grève, mais comment ? On va se casser la figure... ». Là, cela fait 34 jours qu'on lutte ; on a prouvé, après les gars de Renault, que la lutte était possible.

en bref

CHOMAGE PARTIEL

Alors que des milliers d'entreprises multiplient les mesures de chômage partiel, le patronat a décidé de porter l'indemnité horaire à 7 F. et de l'indexer au SMIC. Différentes mesures ont aussi été prises pour les travailleurs gagnant plus que le double du SMIC (garantie de 50% du salaire, quelque soit ce salaire). Ce ne sont pas ces décisions qui résoudreont les problèmes des centaines de milliers de travailleurs qui voient leur salaire amputé chaque mois du quart ou du tiers par le chômage partiel :

— Les heures chômées au-dessus de 40 h ne sont pas indemnisées.

— L'indemnisation des heures chômées en dessous de 40 h est ridiculement faible : même pas le SMIC ! Alors que les prix grimpent allègrement, de plus en plus de travailleurs voient leur salaire baisser ; et ce n'est pas l'indexation sur le SMIC qui leur permettra d'éviter l'expulsion ou la saisie dans les mois à venir !

Ces mesures encouragées par l'Etat (qui paie d'ailleurs une part importante de cette indemnité) ne laissent en effet que présager une aggravation, une extension du chômage partiel. Les patrons d'Usinor, de Chausson, du Joint Français, de milliers d'usines « en difficulté » ont montré comment à la réduction des horaires, ils associent le plus souvent l'augmentation des cadences et essayaient de généraliser le salaire lié au rendement. Mais cette tentative de la bourgeoisie rencontre de plus en plus massivement la riposte des travailleurs.

Retour aux 40 h sans réduction de salaire ! Paiement de toutes les heures chômées à 100 % !

Contre les réductions d'horaires, réduisons les cadences !

CIP - EX BAILLEUL

Devant l'échec des mesures d'intimidation et ses tentatives pour faire évacuer l'usine la direction essaie une manœuvre de démolition : les 350 licenciements sont maintenus mais... repoussés à un mois ! En attendant, le travail reprend mais le patron ferme les ateliers de Noeux et Houdain (ainsi les filles devront faire, en plus du trajet du domicile à leur ancienne usine, de 15 à 25 km !).

« Pourquoi en sommes-nous là ? »

demande le Parti dans un tract diffusé à l'usine, rappelant que c'est par leur mobilisation que les ouvriers ont créé un rapport de force qui a obligé Furnon (le patron) à reculer, le tract poursuit : « Le patron a accepté le mot d'ordre de la CFDT : « répartition du chômage partiel sur les 4 ateliers » ce qui veut dire pour toutes les ouvrières, une perte de salaire », (elles travaillent 24 h sur 40 et les heures chômées ne seront payées qu'à 6 F. environ...) « Et un temps de transport allongé. Ce n'est pas un mot d'ordre juste. La direction de la CFDT l'a fait passer au nom de la solidarité ouvrière. Mais la vraie solidarité ouvrière, c'est d'entrer en lutte contre le patron, comme l'ont fait les filles de Haisnes pour soutenir Noeux.

« Répartir le chômage », c'est au contraire trouver une solution « acceptable » pour le patron dans les ouvrières font les frais ». Et le Parti propose d'engager la lutte contre le chômage partiel dès maintenant, en se battant pour la réduction des cadences et le paiement du temps de transport comme temps de travail, en organisant des assemblées générales de Toutes les filles pour envisager et décider les formes de lutte. Les LIP ont gagné ! CIP gagnera !

Pierre : « Il existait une bonne entente entre les intérimaires et nous puisqu'une lutte avait déjà été menée, et victorieusement pour la réintégration d'un intérimaire ».

Jacques : « On a fait un travail d'explication auprès d'eux, sur le rôle de briseur de grève que la direction a voulu leur faire jouer : on leur a aussi fait comprendre que tout ce qui serait obtenu dans la lutte, eux aussi en profiteraient s'ils étaient embauchés dans l'usine, qu'il fallait se battre pour l'embauche définitive des intérimaires. Lorsque nous avons bloqué l'entrée aux intérimaires, leurs réactions ont été très bonnes. Certains se sont mis au chômage, d'autres en maladie, plusieurs sont allés travailler sur les chantiers de Marseille. »

Yves : « Lorsqu'on a bloqué l'entrée, on a pris les torts sur nous, parce qu'on ne voulait pas qu'ils payent pour nous. » Yves explique comment la direction a profité des discussions engagées avec les intérimaires devant la porte, pour faire relever par huissier trois noms de membres du piquet. « Le chef du personnel les lui a discrètement soufflés à l'oreille, alors, tout le monde a voulu donner son nom. Onze ont eu finalement une mise à pied de 24 h. Mais ils sont tous venus travailler quand même et l'huissier s'est encore dérangé... » Mais cela n'entame pas la détermination des grévistes. « La lutte continue et continuera avec en plus la demande de levée des sanctions. »

Corr. Comité de lutte contre le chômage 18-19.

F.O. ET LA "LIBERTE DU TRAVAIL"

Occupation, popularisation des revendications, vente de pain d'épice pour que les travailleurs puissent se payer et continuer la grève... Ce sont des « méthodes » qui sont restées en travers de la gorge des délégués FO d'Unimel (Besançon). Dans son dernier bulletin, FO attaque notre Parti, l'accusant de ne pas respecter le liberté du travail. On sait ce que signifie la liberté du travail pour ce « syndicat » : les chiens policiers et les nerfs au service du patron comme à Chausson ou au « Parisien Libéré ».

Correspondant régional.

P«C»-PS : UNE RENCONTRE MAL PARTIE

A trois jours de la rencontre de la « gauche », Mauroy, du PS, a déclaré qu'il y a aujourd'hui entre PS et P«C» « les divergences les plus graves depuis la signature du programme commun » : il s'agit des suites de l'affaire du « Republica ». En écho à Chirac, Mauroy déclare que pour lui « la liberté ne se divise pas ». Ce notable bourgeois sait de quoi il parle : la liberté pour la bourgeoisie de maintenir sa domination. Quant au P«C»F, sa déclaration sur les libertés s'avère incapable de satisfaire ses alliés. Elle ne peut plus cacher sa trahison constante des intérêts de la classe ouvrière. La rencontre de la « gauche » illustre bien l'impasse du programme commun : c'est au moment où « l'unité » pourrait sembler revenue que la division apparaît plus grande que jamais. Nous traiterons de cette rencontre dans notre prochain numéro.

LA « REVOLTE » DE GIROUD

F. Giroud, qui exécute servilement la politique Giscard-Chirac tous les jours, s'est plainte aux Assises des réformateurs que les réformes ne vont pas assez vite. Après avoir affirmé sa fidélité à... Mitterrand, elle s'est défilée en disant qu'elle préfère être « un militant debout qu'un ministre couché ». On n'a pourtant pas vu cette « militante » se lever beaucoup ces derniers temps : à chaque fois qu'on s'adresse à elle, elle prétend que ce n'est pas de son ressort. Dans son rôle de potiche, elle est effectivement debout, au garde à vous. Quant à Lecanuet, il en a profité pour dire que lui non plus, il n'est pas un « ministre couché ».

GISCARD ET LA « MAJORITE »

Après les réunions du week-end, Giscard n'a pu s'empêcher de manifester son désir de grouper la « majorité » dans une seule organisation. Il rêve d'avoir à sa botte une « majorité » qui présente un visage uni aux masses et qui soit dirigée par les Républicains Indépendants : c'est un vœu pieux car les contradictions politiques et les luttes d'influence font plutôt aujourd'hui apparaître la « majorité présidentielle » comme un panier de crabes.

RELENTS FASCISTES A L'UDR

Aux Assises de Nice, Debré a exalté les « valeurs fondamentales », citant « le travail et la patrie », oubliant pour une fois la famille. Les orateurs sont partis en guerre contre la « syndicalocratie » pour réclamer la reconnaissance de la CFT fasciste. Quand un représentant FO a osé dire à la tribune « Camarades ! », il a été hué, non parce que c'est un jaune, mais parce qu'il est « syndicaliste » !

REFORME HABY AU PARLEMENT

Après avoir reculé devant la mobilisation, le gouvernement fait passer lâchement sa réforme Haby au moment où les élèves passent leurs examens. Les articles du projet ont été réduits à 18 et ils se contentent de fixer les grandes lignes de l'adaptation de l'école capitaliste en crise, l'application concrète étant laissée à la discrétion de futurs décrets. Cette réforme sera bien incapable de résoudre la crise de l'école bourgeoise et d'empêcher le développement des luttes de la jeunesse.

CAMP DE LOISIRS POPULAIRES DE L'UNION COMMUNISTE DE LA JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE

AOUT 75 dans le JURA

- sports - théâtre - musique
- apprentissage des techniques audio-visuelles
- rencontres avec des ouvriers et des paysans en lutte, avec des résistants.
- Meeting international des 5 continents.
- Forums
- Fête Populaire

Ecrire au journal qui transmettra

CONVENTION DU PS : L'IMPOSTURE DE L'AUTOGESTION

La convention du PS sur l'autogestion qui tient ce week-end fait partie d'un ensemble d'initiatives de la bourgeoisie qui visent à trouver de nouvelles formes de collaboration de classes. Mais elle a un caractère particulier car elle illustre la volonté d'affirmer le nouveau visage de la social-démocratie. Elle s'inscrit en outre dans la concurrence PS-P«C» : en cela, elle traduit la volonté du PS de profiter du déclin du révisionnisme.

RECUPERER LES ASPIRATIONS REVOLUTIONNAIRES

Le PS cherche à s'approprier les luttes qui, depuis 68, ont été menées en opposition avec les dirigeants révisionnistes : dans cette mesure, on ne saurait sous-estimer la nocivité du mot d'ordre d'autogestion car, avec son caractère flou, il sert à développer illusions et confusion, à brouiller la perspective du socialisme, dans l'esprit des masses.

L'effort du PS pour mettre la main sur la CFDT avec la complicité de ses dirigeants s'est heurté à une vive résistance à l'intérieur du syndicat : c'est pourtant dans le même projet que s'inscrit la convention sur l'autogestion, qui veut présenter le PS comme capable de fournir aux masses une alternative globale au capitalisme, concurrente du projet révisionniste.

Les thèses publiées par le PS parlent de la lutte des Lip, des luttes des OS, qui expriment, selon lui, « l'aspiration à l'autogestion ». Une première remarque s'impose : les Lip, contrairement aux affabulations variées construites autour de leur lutte, ont toujours affirmé qu'il ne s'agissait pas pour eux « d'autogestion » ; de même, les travailleurs de Teppaz, par exemple, ont rejeté la « coopérative autogestionnaire » défendue par contre par les cadres de FO.

Pourtant, sous le vocable indéfini « autogestion », le PS et ses acolytes prennent en compte, à leur façon, une réalité indéniable : les aspirations révolutionnaires exprimées dans les luttes ouvrières et populaires ces dernières années. C'est en cela que le PS constitue un ennemi qu'on ne peut négliger : il cherche à canaliser vers l'impasse de l'autogestion ces justes aspirations ; que ce soit la volonté de conduire démocratiquement les luttes, de décider des revendications en dehors des directions syndicales révisionnistes et réformistes ; que ce soit l'aspiration à détruire l'organisation capitaliste du travail, la hiérarchie capitaliste ; que ce soit la remise en cause de la dictature bourgeoise sur tous les aspects de la vie des travailleurs. Le PS mise, en outre, sur le dégoût justifié des travailleurs pour la vie en pays révisionniste, pour le prétendu « socialisme » qui n'est qu'une autre forme de capitalisme, restauré par les nouvelles bourgeoisies des pays de l'Est et l'URSS. Présentant ces pays comme le « socialisme centralisé », « autoritaire », le PS éclipse la tragédie de la restauration du capitalisme et, par ailleurs, il masque qu'il existe au monde des pays véritablement socialistes, tels la Chine et l'Albanie.

RENOUVELER LES VIEILLES ATTAQUES CONTRE LE SOCIALISME

Sur ces bases, le PS cherche à amener les travailleurs à cette conclusion : il faut construire un socialisme entièrement nouveau, avec des principes et une théorie à inventer, dont l'axe essentiel est « l'autogestion ».

Dans ce but, il développe un discours ésotérique, piquant çà et là des bribes de « marxisme », des idées bourgeoises à la mode, des morceaux de sociologie patronale du travail : tout cela pour prouver qu'il a, lui, réussi, comme il dit, à « dépasser l'alternative réforme/révolution », à aller « au-delà même de l'exploitation qu'indiquait Marx » ! On trouve dans les thèses du PS cette première idée : il y aurait une opposition entre socialisme et démocratie, entre socialisme et centralisme. Pour faire passer cette idée anti-communiste, le PS ose se réclamer de Marx, de la Commune de Paris. C'est pour opposer Marx, présenté comme « autogestionnaire », au socialisme qualifié de « centralisé », « bureaucratique », qui existait en URSS à l'époque de Lénine et Staline. Le PS écrit : « le socialisme peut de plus en plus difficilement s'édifier sur un modèle centralisé » : c'est qu'il veut réduire la question du socialisme à une pure opposition technique, au-dessus des classes entre « centralisme » et « décentralisation ». Il s'agit là de masquer que le centralisme, sous le capitalisme, est un outil de la classe exploiteuse, mais qu'il est utilisé par la classe ouvrière au pouvoir, qui lui donne un contenu radicalement opposé : le centralisme démocratique. Toute l'expérience historique prouve en effet que le plan socialiste, démocratiquement élaboré par les masses est centralisé, et que c'est parce qu'il est à la fois démocratique et centralisé qu'il est l'inverse de l'anarchie capitaliste et de la dictature bourgeoise. La politique du prolétariat au pouvoir ne peut se passer d'un Etat centralisé, qui est l'expression hautement démocratique de la mobilisation des masses, de la direction du Parti communiste et

le garant indispensable contre la restauration du capitalisme et les menées bourgeoises.

Le PS, dans ses thèses, introduit aussi une autre idée à la mode : la misère des travailleurs, les maux de notre société seraient selon lui, dus à la « société industrielle », « moderne », aux « techniques ». Cette absurdité remplit les colonnes de la presse bourgeoise, elle fait l'unité entre Mansholt, grand bourgeois hollandais et les marginaux écologistes de « Libération » qui servent de rabatteurs au PS comme leurs confrères anti-communistes forcés du « Nouvel Observateur » : c'est la fameuse thèse de la « croissance zéro », qui ne peut être que l'austérité pour les travailleurs. Mitterrand, au colloque de Suresnes incriminait la « nature des choses » « la société industrielle qui a créé partout dans le monde les mêmes problèmes ». Le but recherché est clair : absoudre la dictature bourgeoise, masquer que c'est le capitalisme, l'exploitation des ouvriers, « la soif du vampire du capital » dont Marx a parlé, qui sont les véritables responsables de la misère des travailleurs et qu'il faut abattre.

Ces quelques inepties constituent le « corps théorique » sur lequel le PS fonde sa conviction qu'il faut rejeter « l'ancienne vision de la société socialiste », assimilant le capitalisme aujourd'hui restauré à Moscou au socialisme qui y a été renversé ; il fait le silence total sur le socialisme qui se construit en Chine, sous prétexte qu'il serait « rural », niant qu'il correspond, au-delà des différences entre la Chine et la France, aux principes universels fondamentaux qui sous-tendent l'instauration d'une société socialiste dans notre pays.

AUTOGESTION, NOUVELLE FORME DE GESTION CAPITALISTE

Si l'on commet l'erreur de croire au « nouveau socialisme » que nous proposent les bourgeois du PS à travers leur autogestion miracle, il suffit d'en lire le contenu réel dans leurs thèses. Que disent-elles en effet ? On a beau les retourner dans tous les sens, on n'y trouve rien d'autre que les thèses bourgeoises sur la « réforme de l'entreprise ».

Les patrons « progressistes » sont d'ailleurs de fervents partisans de l'autogestion : ainsi F. Dalle, PDG de l'Oréal qui pense « qu'un management participatif ne saurait s'opposer à la création de cellules d'autogestion », ou Bidegain, PDG de la chaussure qui déclare qu'il faut « organiser en systèmes autogérés certains éléments de production ». Chirac lui-même a d'ailleurs déclaré lundi à la télévision que « les recherches sur l'autogestion sont intéressantes ».

En quoi le contenu de l'autogestion du PS diffère-t-il ? En rien. Ce que le PS trouve « fondamental », c'est de « remettre en cause », à travers l'autogestion, « la hiérarchie actuelle des revenus et la hiérarchie des tâches », ce n'est qu'un écho du rapport Méraud, commandé par Giscard pour le VII^{ème} Plan. Mais le morceau clé du contenu « révolutionnaire » de l'autogestion, c'est la thèse sur « les trois types d'entreprises » : la première, c'est l'entreprise « à gestion tripartite », prévue dans le programme commun pour les nationalisations ; la seconde, c'est elle qui est dirigée « par un conseil de gestion élu par les travailleurs » ; la troisième, enfin c'est l'entreprise « à conseil de gestion et conseil de surveillance ». Voilà les degrés différents d'autogestion vus par le PS : ces propositions constituent en fait une réforme Sudreau bis. Toutes ces solutions ont en effet été proposées par la commission Sudreau ou par les secteurs « progressistes » du patronat. C'est Sudreau qui a repris de la « cogestion » allemande, la « cosurveillance » qui « autorise » les « représentants des travailleurs dans les conseils d'administration et de surveillance » ; c'est lui qui a inventé « la société à gestion participative » où travailleurs et actionnaires se partagent le capital. C'est le Centre des Jeunes Dirigeants du patron Debarge qui propose l'élection du chef d'entreprise par les travailleurs. Quoi de mieux dans les propositions du PS que tous ces projets démagogiques ? L'autogestion n'a vraiment rien de très neuf ; elle reprend pour l'essentiel les mesures du programme commun, parlant de « socialisations » au lieu de « nationalisations » mais avec le même contenu. Les entreprises « autogérées » qui resteraient de toutes façons une minorité sont, aux dires mêmes du PS « comparables » aux « coopératives ouvrières de production » ! Les autres sont, soit les nationalisations du programme commun, soit des entreprises privées « dont le statut ne sera chargé que par les incitations et les contrôles exercés par le plan », plan « démocratique » lui aussi prévu dans le programme commun. Quand il s'agit d'ailleurs de définir les « compétences » des conseils d'autogestion, le PS cite significativement « l'organisation du travail, la définition des postes, les normes de production », toutes choses que les sociologues patronaux conseillent aujourd'hui aux patrons de définir « en concertation » avec les travailleurs pour éviter les grèves. Ces techniques, « groupes autonomes » et autres « re-composition du travail », là où elles sont

appliquées malgré la résistance des travailleurs, c'est à dire en bien peu d'endroits, aboutissent en fait à une gestion plus habile des « conflits », une exploitation plus masquée.

LA QUESTION DU POUVOIR EST EVITEE

On pourra répondre que c'est un mauvais procès fait au PS que d'assimiler son autogestion à la réforme Sudreau ; car le PS, dira-t-on, proclame sa volonté de « transformation de l'Etat ». Voyons en effet ce qu'il range sous ce terme.

A qui appartient le pouvoir dans la société autogestionnaire ? « Aux instances élues au suffrage universel » à travers des élections organisées sous la dictature bourgeoise, répond le PS. Donc, rien de changé là-dessus. Mais, ce qui est encore plus caractéristique de l'autogestion du PS, c'est le fait qu'elle ne nécessite pas de rupture avec le capitalisme, elle existe même

YUGOSLAVIE : l'autogestion en actes...

La seule référence concrète qui existe de l'autogestion pour le PS, c'est la Yougoslavie. Tito lui-même a reconnu que c'est un pays capitaliste. Il a dit l'année dernière qu'il y a dans ce pays « un abandon des critères de classe, d'amples menées de groupes et de cliques et une large privatisation » (1).

Cette année l'inflation yougoslave a été de 25%, le pouvoir d'achat a reculé de 3%, les chômeurs sont, comme en France, 4% de la population active ; des dizaines de milliers de travailleurs yougoslaves sont contraints à l'émigration vers les pays occidentaux. Quel beau « socialisme autogestionnaire » !

(1) discours au 10^e Congrès de la Ligue des « communistes » Yougoslaves.

déjà un peu aujourd'hui : les luttes actuelles, selon le PS permettent « l'exercice provisoire d'un contrôle dans l'entreprise » qui est baptisé « contrôle ouvrier » ou « populaire » et qui « correspond à la phase actuelle du processus d'autogestion ». Ce qui veut dire qu'on peut prendre petit à petit des morceaux de pouvoir à la bourgeoisie et que la division en classes « se trouve progressivement remise en cause avec tout ce qu'elle implique d'exploitation et d'aliénation » !

Le PS, qui par ailleurs, ose se réclamer de Marx, proclame :

« Il faut à la fois occuper le gouvernement et le changer ». Quelle révolution que cette « occupation » ! Que fera l'armée bourgeoise dans l'autogestion ? Détail, répond le PS, on fera « une refonte du système militaire ». ET la justice, la police bourgeoises ? Il y aura « une nouvelle définition de leur rôle ». En outre, le PS promet de « réduire les compétences du pouvoir central » comme le proposait de Gaulle dans son référendum sur les régions en 1969. Voilà la « transformation de l'Etat » par le PS ! Pas une once du pouvoir de la classe exploiteuse, pas un morceau de son appareil d'Etat ne sont touchés !

Signalons enfin que, pour le PS, le rôle de la classe ouvrière pour instaurer le socialisme n'existe pas, puisque ce parti a « dépassé » le marxisme, et qu'il a inventé le « front de classe », où OS et PDG salariés sont mêlés fraternellement. « Front de classe » qui lutte, non pour la révolution — c'est aussi dépassé pour le PS — mais pour « le passage à la prédominance du grand capitalisme à celle des couches populaires rassemblées dans le front de classe ». Et on a ainsi fait le tour de la baudruche de l'autogestion que nous présente le PS.

DEMAGOGIE ULTRA-REVOLUTIONNAIRE ET PLATITUDE REFORMISTE

A l'exposé du contenu réel des thèses du PS, on voit donc bien que son autogestion n'est qu'un gadget minable pour instaurer une nouvelle collaboration de classes, pour maintenir la dictature bourgeoise. L'autogestion c'est, au fond, comme le disait un travailleur à propos des réformes patronales de l'entreprise, « une autre manière pour le patron d'attacher son chien » ! Ce n'est pas dans l'autogestion que les immenses aspirations à en finir avec le capitalisme, encensées par le PS pour mieux les dévoyer, trouveront leur satisfaction ; c'est dans la lutte pour le socialisme, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans ! Car les principes du marxisme-léninisme, l'expérience du mouvement communiste international, constituent des bases universelles qui, précisément, donnent leur pleine expression à ces aspirations révolutionnaires que le PS cherche en vain à maquiller en « aspirations à l'autogestion ».

Paul LEFORT.

COURSES

derrière le tiercé

la féroce exploitation des lads

Mardi 17 juin, Chantilly, la ville où sont concentrées les écuries de course de la haute bourgeoisie : 3.000 chevaux, 750 lads, 70 écuries. Toute une ville, qui ne vit que de l'activité parasitaire des courses... Dans la ville, des escouades de chevaux montés par des jeunes lads (14-15 ans), par des lads immigrés... reviennent de l'entraînement. Nous discutons avec des jeunes apprentis qui dénoncent leurs conditions de travail. C'est édifiant : début de l'apprentissage à 14 ans ; les 2 premières années : aucune paye, la troisième, 100 F. par mois, seulement la 4ème année 1200 F., puis le tarif 1600 F., 1800 F. Tout cela est du travail gratuit pour l'entraîneur ; plusieurs chevaux (de 1 à 4) à nettoyer ; lever 4 h 30 : nettoyage des boxes, premier lot à sortir, casse-croûte, deuxième et troisième lot. Puis les corvées : faire les carreaux, donner de l'eau... et des coups dans certaines écuries notamment chez Clouté quand ça ne va pas assez vite... L'après-midi, 3 h. d'école...

Nous interrogeons de jeunes apprentis de 14 ans, qui attendent le bus. Ils viennent de toute la France. Fils d'ouvriers agricoles pour beaucoup, attirés par les chevaux, qui ont des illusions sur la possibilité d'être un jour jockey, 1 sur 100, peut-être encore faut-il être

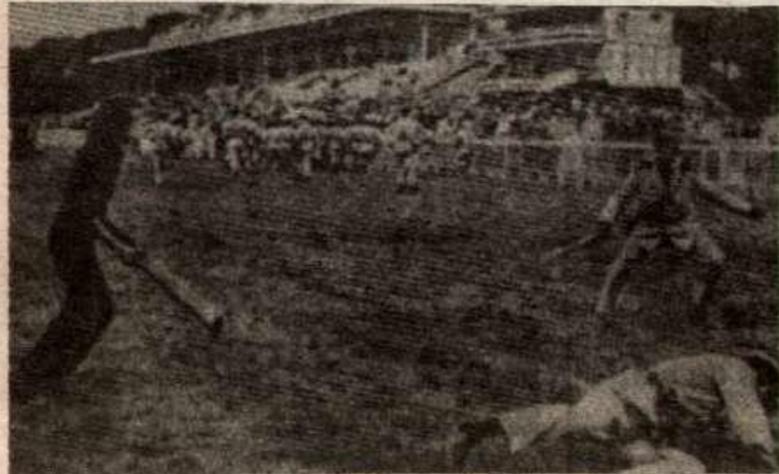
bien vu de l'entraîneur et ne pas prendre de poids. Les apprentis soutiennent la lutte des lads...

Chez Mathet à l'écurie de l'Aga Khan, les lads immigrés, venus sous contrat nous montrent comment ils sont logés : mansardes délabrées au-dessus des écuries. Ils nous montrent la chambre où un de leurs camarades est mort asphyxié, car il était obligé de se chauffer avec un seau de braises... Mais cela, personne n'en a parlé.

Au café près des écuries, d'autres lads expliquent où en est le mouvement : les courses de galop sont annulées. Ils ont demandé la négociation, mais les entraîneurs seraient décidés à licencier les lads ayant participé à la manifestation de Chantilly. Le président des entraîneurs, d'Aillères, est dénoncé comme faisant ses bénéfices sur les apprentis. Sur un personnel de 20 à 25 personnes, il n'y a que 5 lads, tout le reste du travail est fait par des apprentis. A la question : vous considérez-vous comme des ouvriers, unanimement, c'est la réponse : « Bien sûr, on a un métier particulier mais c'est pareil : les entraîneurs s'en mettent plein les poches ». Le chantage à la fermeture des entraînements ne prend pas car les lads pensent que l'Etat, à qui les courses et le tiercé rapportent des

milliards, n'y a pas intérêt. Les lads ont le droit à la sécurité de l'emploi et à des salaires décentes. Leur lutte est juste.

C'est pourquoi ils ont eu raison dimanche dernier, de faire irruption sur le champs de course et de bloquer le tiercé. Dans la société impérialiste pourrissante, les courses de chevaux sont un moyen pour l'Etat, les propriétaires, les actionnaires des sociétés d'encouragement et toute l'industrie qui se greffe autour du tiercé, la presse en particulier, de s'enrichir aux dépens de la classe ouvrière. Sur 92 millions d'enjeu pour le prix de Diane, annulé par la manifestation des lads, l'Etat bourgeois aurait encaissé 24 % soit 22 millions et la société d'encouragement 9 % soit 8 millions de francs... De plus, sur la base de la misère créée par l'exploitation forcée qu'il fait subir au prolétariat, sur la base de la destruction des rapports sociaux qu'il impose, l'impérialisme pourrissant se sert du tiercé comme d'un moyen de diversion, développant la croyance dans les facteurs irrationnels comme la chance, suscitant l'espoir sans cesse déçu, mais aussi sans cesse renouvelé surtout quand il y a quelques gains, quand il y a l'espoir du gros coup qui permettra de s'en sortir... La bourgeoisie tisse ainsi autour du tiercé tout un système de rapports sociaux factices, caricature de distraction : l'entassement à la porte du PMU le dimanche, qui reproduit le même entassement vécu toute la semaine dans le métro ; caricature de détente : l'après-midi passée devant le poste de TV à attendre la fin de la course... La bourgeoisie a besoin de cette arme pour essayer d'entretenir les illusions. Il est d'ailleurs significatif que plus la classe ouvrière s'appauvrit, plus la bourgeoisie essaie de renforcer les jeux. Actuellement, il y a deux tiercés par semaine et l'ensemble des enjeux est en constante augmentation. Demain dans la société socialiste, la misère de l'exploitation étant supprimée, les travailleurs n'auront pas besoin d'expédients ni d'illusions, au contraire, ils construiront eux-mêmes la société et les loisirs dont ils ont besoin.



La gendarmerie mise en déroute par les lads

TELEVISION

LA "CONDITION OUVRIERE" EN 75

Après le film « 325.000 francs » relatant l'impassé de la solution individuelle pour échapper à l'exploitation, les « dossiers de l'écran » présentaient cette semaine, un film reportage « ouvrier 75 », tourné à Neyrpic, Grenoble... film qui avait la prétention de présenter la « condition ouvrière » en 1975...

Cette présentation fut unanimement critiquée par les ouvriers présents au débat, soulignant que les véritables conditions de travail dans les usines étaient bien pires ; le réalisateur avait choisi à dessein, une usine de chaudronnerie, couche à forte concentration d'OP, où le processus de travail est relativement moins parcellisé qu'ailleurs.

Et pourtant, le réalisateur de l'émission avait refusé la présence d'un délégué de Neyrpic qui aurait pu relater les véritables conditions de travail dans cette usine et la grève de 72 dont personne n'a parlé.

Le personnage principal du film a été caractérisé par les ouvriers du débat, comme un « ouvrier résigné ». Avec l'appui systématique donné par le réalisateur, se sont exprimées les idées sceptiques de ce travailleur, non syndiqué (« parce qu'on pose toujours les mêmes revendications et qu'on n'obtient rien »), se demandant s'il allait pouvoir accéder à la propriété indivi-

duelle, avec les privations que ça allait lui demander.

Mais en même temps, le refus de la maîtrise, le ras le bol sur les conditions de travail, se dégageaient du film.

Dès le début du débat qui réunissait en face d'un OS et d'un OP, des femmes de mineur, d'ouvrier agricole, un PDG « moderniste » de la Chimie, un chef du personnel mal à l'aise, et un contremaître balbutiant... Le PDG a expliqué sans le vouloir pourquoi le film avait été programmé : « Il faut revaloriser la condition ouvrière » a-t-il déclaré. « Et des films comme celui-là, il en faudrait plus souvent » a-t-il ajouté avec démagogie...

C'est en effet ce qu'essayaient de défendre maladroitement les représentants patronaux tout au long de l'émission, face à la dénonciation multiforme de l'exploitation de la société capitaliste d'aujourd'hui, de la déqualification et déshumanisation du travail décrites par cet OP métallurgiste, des accidents du travail et des conditions de travail de la sidérurgie, des privations des familles ouvrières. « Les vacances, 2 fois en 17 ans, et encore, pour regarder les autres se distraire », pour cette femme de mineur ; l'école « dont il faut retirer les aînés pour que les autres puissent y aller », pour cette femme d'ouvrier

agricole dont le mari gagne 1200 francs par mois avec 6 ans d'ancienneté...

Le discours du chef du personnel, sur l'élargissement des tâches, celui du PDG sur les « revendications qualitatives » qui ne coûtent rien, sur le « besoin d'information qui résoudrait beaucoup de problèmes », sur la contrainte du profit et de la concurrence... fût contré par la propre expérience de cet ouvrier métallurgiste expliquant qu'avec le tour automatique, il n'était plus qu'un robot...

La bourgeoisie essaie de développer le mythe de « la rénovation de la condition ouvrière », de « la réduction des inégalités ».

A écouter l'émission, cela semblait plutôt mal parti. Le parti pris systématique de l'animateur du débat de tout recentrer sur le film, pour empêcher qu'il y ait un débat politique, pour le réduire à un débat réformiste sur la condition ouvrière, n'a pas empêché le refus de cette société de s'exprimer avec force. Ce n'est pas l'intervention du délégué révisionniste qui terminait une démonstration étayée des conditions d'exploitation à la Sol-lac, par un appel à la relance, ce n'est pas cette intervention qui a répondu à la question sous jacente au débat : la transformation révolutionnaire de la société.

le peuple

au quotidien

LA JOURNEE D'UN JEUNE CHOMEUR

« Ils arrivent vers sept heures et quart... vous verrez, tout à l'heure ils seront là... », le moins qu'on puisse dire c'est que le ton est peu engageant, et le patron de café de nous montrer le kiosque à journaux. Mais il ne s'agit pas de n'importe quel kiosque. Nous nous trouvons rue Réaumur, au bas de l'immeuble de « France-Soir » et dans quelques instants, ce kiosque ouvrira et « Ils vont se précipiter ». Ils : quelques dizaines de travailleurs à la recherche d'un emploi, quelques dizaines de chômeurs pour qui « France-Soir », avec son « Service national de l'emploi », bref ses « petites annonces », représente souvent la dernière chance.

7 HEURES 20, la queue est maintenant bien formée. Des immigrés surtout, beaucoup d'Africains, très peu de femmes... tous ont avec eux l'attirail du parfait chômeur : crayon, carnet, plan de Paris et on peut-être sûr que tickets de métro et jetons de téléphone ont été achetés à l'avance. Tout à l'heure, il n'y aura pas une minute à perdre, quelques instants perdus à demander une adresse et c'est deux, trois ou cinq personnes qui se seront présentées avant vous. Lorsqu'on vient rue Réaumur, pour avoir le journal une heure ou deux avant les kiosques ordinaires, c'est qu'on a déjà une certaine expérience, comme en témoignent les conversations : « C'est pas la peine d'aller chez X..., ils prennent personne, les annonces c'est pour le prestige ». « L'intérim, je ne veux plus en entendre parler... ». « Tu devrais t'inscrire à l'Agence, ça coûte rien... »

Patrick a 20 ans, il est Martiniquais et a un CAP de plombier en poche. Arrivé dans les tout premiers, il a accepté que je l'accompagne dans ses recherches.

7 HEURES 30, le kiosque ouvre. On se pousse un peu, mais dans la bonne humeur. Comme ce jeune ouvrier, le bleu roulé sous le bras, qui s'exclame, ironique en prenant l'accent du XVI^e : « Moi, je ne suis pas pressé, c'est juste pour acheter une voiture... »

Patrick ouvre son journal d'un geste sûr, directement à la page des petites annonces pour le bâtiment. On peut lire dans ses yeux tout l'effort de concentration fourni pour ne rien laisser passer tout en allant le plus vite possible. Et tous font maintenant de même, assis sur les bancs en face ou le journal déplié sur le capot d'une voiture ; certains sont déjà partis.

Patrick a coché deux annonces : une de manutentionnaire, « c'est pas le moment de faire le difficile » et une d'aide plombier. « Max Dormoy, c'est pas loin de chez moi », il s'agit de la station de métro indiquée au bas de l'annonce.

Dans le métro, Patrick explique sa situation. Venu en France pour faire son service militaire, il en profite pour faire un stage FPA et passe le CAP de plomberie. Depuis il cherche du travail : « les sept mois que j'ai fait à l'intérim, c'est pas du travail, souvent je venais pour rien... Dans les mois, il y avait rarement plus de 15 jours de boulot ». Après l'intérim, c'est l'Agence pour l'emploi. Inscrit depuis le 7 novembre, Patrick pointe régulièrement : « L'Agence répond toujours la même chose : « le dossier a été transmis... Il faut attendre... », pour ce qui est des indemnités, je n'ai toujours rien touché ». Quant aux petites annonces : « C'est toujours le même baratin, on vous écrira... »

8 HEURES, rue Max Dormoy, je propose à Patrick de l'attendre au café : « Non, je dirai que c'est un copain, comme ça tu verras comment ça se passe ». L'entreprise de plomberie est située au fond d'une cour « Pour l'annonce suivez la flèche » : le parcours est balisé ! On nous reçoit derrière un comptoir. L'entretien dure au plus quelques minutes. « Vous venez d'où ? » Patrick montre sa carte d'identité. « Ah, vous êtes français... » « Certificat de travail ? » Patrick n'a qu'une attestation de la FPA ; à l'intérim on ne lui a rien donné « Pour l'essai vous n'avez qu'à venir lundi matin... » c'est dit sur un ton qui ne demande pas de réponse. Nous sortons.

« Bien sûr que je viendrai lundi, mais des essais, j'en ai déjà fait plus d'un ; cela dure rarement plus d'une demi-heure, c'est celui qui travaille le plus vite qui a le boulot ». Je lui fait remarquer qu'à aucun moment il n'a été question de salaire : « A quoi ça sert d'en parler ? De toutes façons c'est celui qui acceptera le plus bas salaire qui sera pris et, en ce moment, avec le chômage... Tiens, moi j'ai beau avoir un CAP, ce n'est pas cela qui empêchera de m'embaucher comme aide-plombier et de me payer comme un manœuvre ».

Nous allons à la poste pour téléphoner à la seconde annonce cochée. Après plusieurs tentatives, il faut se rendre à l'évidence : ou bien il n'y a personne, ou bien ils ne décrochent pas.

Au café, Patrick parcourt une dernière fois la liste des petites annonces. En vain. Je lui demande comment il fait pour vivre : « J'ai de la famille qui m'aide... j'habite un foyer où je suis logé-nourri pour 54.000 AF... Mais avec les tickets et le téléphone ça ne va bientôt être plus possible de s'en sortir... Et puis ce qu'il y a de terrible c'est que sans travail, on ne connaît presque personne... le chômage on n'arrive pas à s'y habituer, il y a des moments où je me demande si je suis vraiment au chômage... » Retourner au pays ? « Ça, on y pense sans cesse, mais que faire là-bas ? Le chômage c'est encore pire qu'ici... Peut-être, si à la fin de l'été je n'ai toujours rien trouvé... »

Il est 9 heures du matin. Pour Patrick la journée est terminée.

Pierre MOREL

pour que paraisse en septembre 75
UN QUOTIDIEN COMMUNISTE
EN AVANT VERS
LES 50 MILLIONS

ABONNEZ VOUS SOUSCRIVEZ

1 AN : 250 F 3 MOIS : 80 F
6 MOIS : 180 F 1 MOIS : 30 F

Envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18 CCP 31.191.14 La Source

PLEIN SUCCES DES ASSISES SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET LES MALADIES PROFESSIONNELLES

Ce sont plus de 300 personnes qui ont participé samedi 14 et dimanche 15 juin aux Assises sur les accidents du travail et les maladies professionnelles. Dès 14 heures diverses délégations se présentaient à l'accueil dans la cour ombragée du 27 avenue de Choisy, retiraient leur vignette et s'inscrivaient aux différents carrefours. Les participants venaient de toute la France : Nice, Marseille, Strasbourg, Bordeaux, Brest, etc... Travailleurs hospitaliers de Grenoble, de Paris... Ouvriers de Penarroya, de Brandt-Lyon, Hoover Dijon, travailleurs du CEA de Saclay, mineurs de Montceau, Liévin, Faulquemont, juristes du MAJ et du Syndicat de la Magistrature, anciens ingénieurs des mines, médecins du GIS, employés sécurité sociale, délégués CHS (CGT et CFTD) de diverses usines et de nombreux hopitaux, handicapés du Comité de Lutte des Handicapés, de Paris et de province, élèves infirmiers et militants du Groupe Information Asile...

●●●

Tous se retrouvaient à 15 h, pour la séance d'ouverture des Assises présentées par la Commission Populaire de Liévin, qui rappelait que 2 voies s'étaient affrontées à Liévin : celle de la mobilisation des mineurs pour faire la vérité ou celle de faire confiance à la justice bourgeoise. Pour les Assises, pour les luttes c'est la même question qui se pose. Puis chacun se répartissait dans les différentes salles.

Dans tous les carrefours, on pouvait remarquer la richesse du contenu des interventions, fruit de l'expérience, comme lors de la dénonciation des conditions de travail, fruit d'un sérieux travail d'enquête comme ce médecin de Bordeaux, présentant une thèse sur le travail posté, démonstration scientifique des incidences du travail posté sur la santé, analyse médicale mais aussi analyse vivante basée sur des interviews d'ouvriers en poste, dans diverses entreprises bordelaises. Des travailleurs de Saclay brisant le secret professionnel remirent en cause la manière dont la bourgeoisie utilise l'énergie nucléaire... Hospitaliers, ouvriers, spécialistes échangèrent leur expérience, écoutant attentivement chaque intervention... apportant chacun leur témoignage... Si bien que le temps passait trop vite et vers 19 h 30, samedi les carrefours s'arrêtaient près d'une 1/2 heure après l'horaire prévu.

●●●

Après avoir pris le repas en commun et après que des liens et des discussions animées se soient noués à cette occasion entre diverses délégations commentant les carrefours précédents, les participants prirent le chemin de la salle de cinéma.

A 21 h, était présenté le film du professeur Minkowski « naître sans danger » film qui dénonce la médecine de soins intensifs quand il est trop tard, alors qu'une médecine de prévention empêcherait de nombreux prématurés.

Même si le film développait certaines illusions sur les possibilités de réforme dans le cadre de la société actuelle, il restait néanmoins comme une dénonciation nette de la médecine actuelle...

Le film sur le trust de Penarroya et les conditions de travail, de lutte des ouvriers illustrait bien ce qu'est le cinéma militant. Enfin, le montage du PCR (ml) sur le tribunal populaire relatait d'une manière vivante la lutte des mineurs pour la vérité et la sécurité. A l'occasion de cette projection eut lieu un débat faisant le point de la lutte des travailleurs de Penarroya.

●●●

Le lendemain Marie Paule Lambert des « Paysans Travailleurs » venait apporter ici le soutien des paysans en lutte et le travail reprenait avec la même attention et le même sérieux. Les carrefours se terminaient à 12 h et à 14 h 30 tous se réunissaient pour l'Assemblée générale des Assises.

A la tribune, le Comité de Lutte des Handicapés, Marie Paule Lambert, des camarades de la Commission Populaire d'Enquête, de l'Association des Silicosés, et de la Commission Santé du PCR (ml)...

Les rapporteurs des différents carrefours interviennent :

● Celui sur les luttes, montre la nécessité pour pouvoir mener la lutte, d'échanges entre usines, et aussi de collaboration avec des spécialistes : analyse de produits toxiques, savoir scientifique pour contester les experts bourgeois qui se servent des arguments d'impossibilité technique pour maintenir l'exploitation.

La rédaction d'un répertoire des produits toxiques et des maladies professionnelles était entre autre proposée.

● La même préoccupation se dégageait du carrefour sur les mesures hypocrites que la bourgeoisie prétend prendre pour la sécurité et les accidents du travail. Juristes du MAJ, médecins, chercheurs d'instituts de sécurité dénoncèrent et expliquèrent sur la base des études qu'ils avaient faites, **le caractère de classe de la loi** : « on nous apprend comment défendre les PDG, le droit sur les sociétés mais sur le droit du travail, on ne nous apprend rien » dira un assistant de droit de la fac de Lille...

Les divers rouages de l'appareil de la bourgeoisie furent mis à nu sur la base d'étude dans ces secteurs remettant en cause ce que la bourgeoisie y impose. Juristes du MAJ, médecins du GIS, chercheurs de l'INRS furent confrontés à la pratique des ouvriers d'entreprise présents à ces carrefours.

● Le carrefour sur la santé des femmes dénonçait le caractère particulier de l'exploitation des femmes sur divers exemples : il affirmait entre autre la nécessité de lutter non pour adapter l'homme aux conditions de travail, mais les conditions de travail à l'homme, thème qui reviendra souvent dans les Assises. Ainsi à Bourgogne Electronique (Dijon) plutôt que d'exiger des lunettes pour les ouvrières qui attrapent mal aux yeux, il faut lutter pour supprimer la cause de ce qui leur abîme les yeux, c'est à dire s'attaquer aux conditions de travail.

● Ce thème sera repris et développé dans le carrefour sur les luttes et les CHS. La politique de la bourgeoisie qui veut se servir des CHS pour adapter l'homme aux conditions de travail,

sur le rôle que peuvent jouer les intellectuels au service des luttes.

C'est unanimement que l'assemblée générale affirmait sa volonté de remise en cause fondamentale des conditions de travail et le rejet des solutions d'adaptation de l'ouvrier à la machine économique capitaliste. Les Assises dans leur signification politique, témoignaient de l'aspiration à une société au service du peuple et non une société où l'homme est une source de profit.

Un débat fort animé eut lieu sur le rôle des intellectuels... Ceux-ci fort justement remirent en cause la fonction qu'on leur faisait jouer. L'aspiration et le besoin des travailleurs des usines à avoir un complément d'information pour aider les mobilisations, surtout sur les conditions de travail, là où la bourgeoisie se sert



c'est à dire limiter, avec la collaboration syndicale, les effets trop criants de l'organisation capitaliste du travail, fut dénoncée. Si les travailleurs entrent en contradiction avec les délégués CHS, c'est souvent parce que ceux-ci au lieu de s'attaquer aux causes d'insécurité (rendement, organisation de la production) s'attaquent seulement à en limiter les effets. Alors « sécurité » est synonyme d'augmentation de la charge de travail des ouvriers. Dans ce carrefour : c'est toute la conception des CHS qui est remise en cause... Les CHS avec le Comité d'Entreprise et la section syndicale, sont un moyen de lutte contre l'organisation capitaliste du travail.

A ce carrefour, le point sera fait sur l'Association des Silicosés, la décision de l'extension au plan national sera annoncée.

Les travailleurs handicapés, les infirmiers et psychiatrisés du GIA, expliqueront également dans ce carrefour comment ils luttent :

1°) Pour briser les ghettos où on les enferme, à l'écart de la société, dans des hôpitaux, dans des ateliers protégés.

2°) Pour contrer l'exploitation qu'ils subissent dans les ateliers protégés ou par l'ergothérapie. Divers témoignages seront apportés en particulier sur une étude faite par les ciments Lafarge, selon laquelle l'ouvrier idéal, est l'handicapé physique et mental car il ne se révolte pas comme le détenu des prisons et parce qu'il est moins sensible au travail répétitif.

● Cette remise en cause par des handicapés et des infirmiers psychiatriques fut largement débattue, dans le carrefour de l'appareil médical hospitalier, le sens de la médecine socialiste, le problème de la médecine de classe, de l'alliance des hospitaliers et de la classe ouvrière furent aussi discutés, témoignant de la profonde remise en cause de la politique et du système médical bourgeois par les travailleurs hospitaliers. Des idées et des exemples sur les luttes communes d'hospitaliers, d'ouvriers hospitalisés et de famille d'hospitaliers contre la médecine de classe, le mépris du malade furent échangés.

A l'issue de ce carrefour des groupes de travailleurs, restaient pour discuter, échangeant des réflexions telles que « On a vraiment bien avancé sur la question de la lutte avec les hospitalisés » ou « cela m'a fourni des armes pour revenir sur la boîte avec des arguments et des idées ».

Bien que trop courte, l'Assemblée générale a surtout centré sa discussion sur la définition des revendications sur le front de la santé, ainsi que

du savoir pour justifier son exploitation, furent plusieurs fois affirmés.

Le 3e point qui se dégagea de cette assemblée générale, c'est la volonté que ce soient les masses qui prennent en main la lutte à l'hôpital, à l'usine, et l'opposition à la politique réformiste et révisionniste qui, sur ces questions, fait tout pour déposséder les travailleurs de l'initiative, pour la remettre aux spécialistes.

Cette volonté se concrétisa par l'adoption à l'unanimité de la constitution d'un Centre de liaison et d'information sur la santé et la sécurité du travail, basé sur 3 principes :

— Remise en cause fondamentale de l'organisation capitaliste de la production, du système médical et de la société.

— Tout faire pour que les masses jouent leur rôle et prennent en main la lutte sur la santé et sur la sécurité du travail.

— Etre le lieu de rencontre et de lutte commune des ouvriers, des délégués CHS, des syndicats, des spécialistes, des travailleurs hospitaliers, des médecins, juristes qui veulent lutter ensemble. La résolution a été prise, partout où ce serait possible, d'impulser la création de Comités de lutte pour la Santé unissant ouvriers, hospitaliers, paysans.

●●●

Après ce débat : Le Comité de Lutte des Handicapés affirma la volonté des travailleurs handicapés « partie la plus exploitée du prolétariat » d'être aux côtés du reste de la classe ouvrière dans la lutte pour la transformation révolutionnaire du monde capitaliste pourrissant. Un camarade du Groupe Information Asile intervint pour faire le point des travaux et des projets de son groupe. Un responsable de la Commission Santé du PCR (ml), réaffirma la portée politique de ces Assises, posa la question de l'élargissement, de l'approfondissement du travail effectué, de son rattachement au combat d'ensemble contre la politique de crise, pour la révolution. Il montra la nécessité de forger l'arme de ce combat : le Parti de type nouveau à édifier dans un nouveau type de rapport avec les masses, s'unifiant avec elles, débattant avec elles pour synthétiser l'expérience et la porter à un degré supérieur. On peut estimer que ces Assises en ont été une illustration.

Yvon CHEVET.

Pour tout contact avec le Centre de Liaison et d'Information sur la santé et les conditions de travail (demande de documents, animation de débats, soutien aux luttes) s'adresser à :
Dr. Mireille BECCHIO
56 rue des Guipons
94800 VILLEJUIF

Chausson - Asnières : débat sur la santé et le travail

Suite concrète aux travaux des Assises, lundi dernier, à l'invitation du Comité de grève, plusieurs membres de la Commission de Préparation aux Assises ont animé un débat en présence de plusieurs dizaines d'ouvriers (CGT, CFTD). Après un chaleureux accueil, un débat de très haute qualité s'engagea sur le rôle de la médecine du travail, comment se battre dans les CHS, le rôle des spécialistes dans la lutte.

L'ergonomie (science bourgeoise du travail) et les tests psychotechniques ont été dénoncés : « C'est un moyen d'améliorer au maximum la rentabilité des ouvriers ! » ; « cela permet de cacher derrière la paravante d'une fausse science, la recherche du profit maximum ! » ou sur les médecins du travail : « Ils sont à la solde du patron, payés par lui, contractuels, et d'accord avec lui. Ils s'appuyent sur des lois inexistantes pour refuser le changement de poste aux ouvriers dont la santé est fragile ». Sur le CHS, tout le monde est unanime : « Il est aux mains du patron et des gens à sa solde. Mais même minoritaires, nous faisons le poids, car nous représentons les ouvriers. Nous nous appuyons sur eux, et si on n'est pas d'accord, c'est par la lutte, pas par la légalité qu'on l'emporte ! Il faut se battre dans le CHS, s'en servir comme d'une tribune ». Sur la

question de la place des spécialistes au service des travailleurs : « C'est nous seuls qui pouvons lutter et battre le patron. Ils ont un rôle secondaire mais avec leurs documents, leurs connaissances, ils peuvent alimenter l'action ». « Ce qu'il faudrait, c'est aller voir les gars en leur disant, toi, à ton poste, tu vas être malade de telle maladie ou tu vas crever de ça, si ça continue ».

Sur les intentions de la bourgeoisie, les paroles ne laissaient percer aucune illusion : « Le système, il est complètement pourri, à fond, il faut le mettre d'abord en l'air pour qu'on puisse repenser les conditions de travail ! » déclarait un travailleur de la cinquantaine, militant CGT. Un autre ajoutait : « Il faudra la révolution ! ».

Après un rapide compte rendu des Assises, nous nous sommes séparés sur la décision de garder le contact dans le cadre du Centre de Liaison sur la Santé et les conditions de travail et de refaire un débat plus large à l'usine.

— A noter que le P(C)F avait en hâte avancé la date de son débat sur les libertés pour le mettre à la même heure et le même jour que celui sur la santé. Malgré cela, un tiers des ouvriers vinrent discuter avec nous, dont plusieurs membres du P(C)F.

albanie :

LA SANTE PUBLIQUE AU SERVICE DES OUVRIERS (1)

Parmi les réalisations de la dictature du prolétariat en Albanie, le développement d'une politique de la santé systématiquement au service des travailleurs n'est pas la moindre. Elle répond à la définition que donne Enver HOXHA de la construction du socialisme : « servir les intérêts du peuple, lui assurer une vie heureuse et prospère (...), satisfaire au mieux les croissantes exigences matérielles et culturelles du peuple ».

Alors que tout était à faire il y a trente ans, le peuple albanais a réalisé des progrès sans précédent dans le développement de la santé publique, éliminant les maladies contagieuses répandues sous l'ancien régime (malaria, tuberculose, syphilis), multipliant le nombre des hôpitaux et dispensaires, tant à la ville qu'à la campagne, décrétant enfin la gratuité totale des soins.

UNE MEDECINE PREVENTIVE

Dès la Libération, l'accent a été mis sur l'aspect préventif plus encore que curatif de la politique populaire de la santé. Alors qu'en

France, le patronat ne lutte pas contre les maladies professionnelles ou les accidents du travail (les aménagements de sécurité sont autant d'investissements non « rentables » pris sur la plus-value), sachant que le coût financier des accidents et maladies sera supporté par la Sécurité Sociale... renflouée par les cotisations ouvrières ; le principe de base de la santé en Albanie est d'adapter la machine à l'homme et non l'inverse. Prophylaxie et ergonomie (étude des postes de travail) ne sont jamais dissociées.

Ainsi, il existe depuis cinq ans à Tirana un Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie qui a une triple fonction - étudier sur des bases scientifiques les conditions de travail, d'alimentation, de logement et d'instruction du peuple sur le plan de l'hygiène et de la santé, afin de décider des mesures à prendre pour une amélioration constante - former des cadres sanitaires spécialisés dans les maladies contagieuses et professionnelles et leur fournir les médicaments adéquats - étudier plus spécialement les conditions concrètes de travail dans les mines, les

usines, les ateliers et les entreprises, détecter les facteurs qui nuisent à la santé des travailleurs, et notamment les gaz toxiques qui se forment au cours de certains processus technologiques, les poussières industrielles, ainsi que les maladies professionnelles spécifiques à certains secteurs industriels, les mesures de protection nécessaires et les améliorations à apporter.

DES STRUCTURES MEDICALES PROCHES DES MASSES

Parallèlement au développement du travail de l'Institut, on assiste à des progrès très importants dans le domaine de la protection des ouvriers dans les mines et les usines. Les ouvriers ont pu bénéficier du nombre croissant des travailleurs de la santé depuis la Libération. Ils profitent des services sanitaires urbains, mais aussi des services sanitaires spéciaux créés auprès de certaines unités de production. Tout grand centre de travail, de même les chantiers des grands ouvrages en construction ou les usines éloignées des villes, ont leur propre service médical dirigé par un médecin, un aide-médecin

ou un infirmier. Le personnel médical est fixé proportionnellement au nombre des ouvriers engagés dans un lieu de travail donné ou selon la nature du travail de l'entreprise.

Quelle sont les fonctions des travailleurs de la santé dans les usines ? D'abord, en liaison avec les unions professionnelles, de développer l'éducation sanitaire des ouvriers (expositions ou films) et les aider dans leur contrôle de la juste application des normes de sécurité et des mesures de protection. Outre les campagnes de vaccination, les travailleurs de la santé sont chargés de dépister les maladies professionnelles, d'assurer l'examen médical régulier des travailleurs en vue de leur fournir des travaux compatibles avec leur état de santé. Pour certaines catégories de métiers (métallurgie ou mines) par exemple, le contrôle est constant ; et ces dernières années la fluorographie des ouvriers s'est développée sur une très large échelle.

(La suite dans un prochain numéro).

italie

le P^{CC}I : un modèle pour la bourgeoisie française

A la une du Figaro de mardi, s'étale une admiration sans borne pour le parti révisionniste italien, qui vient de remporter un important succès électoral : le P^{CC}I n'a-t-il pas pour ces messieurs le mérite d'avoir « laissé de côté les analyses idéologiques dépassées des grands prêtres de la révolution soviétique », en clair, d'avoir ouvertement rejeté le marxisme-léninisme ?

Quant au « Monde », non moins admiratif, il estime que les électeurs de droite qui se sont tournés vers le P^{CC}I « ont choisi le véritable parti de l'ordre ». L'examen des positions du P^{CC}I montre que la bourgeoisie a effectivement lieu de se réjouir.

Examinant la situation politique lors du Congrès de mars 75, le secrétaire général, Berlinguer, esti-

maît en effet :

« L'expression même de la démocratie risque de donner lieu à des phénomènes croissants de particularismes individuels et collectifs ». Il se fixait pour but d' « assurer l'ordre et le fonctionnement normal des institutions » et il en fournissait le moyen : « La collaboration entre les organisations populaires et les forces de police ». Quand on sait que le P^{CC}I qualifie de « désordre » les occupations de maisons, la lutte contre l'augmentation des transports, et contre l'augmentation des prix dans les supermarchés, on comprend de suite de quel côté il se situe dans la lutte des classes : du côté de la bourgeoisie et de sa police, contre le prolétariat et les masses populaires.

Assurer, par un régime « musclé », la survie de l'ordre bourgeois,

tel est le premier aspect du P^{CC}I. Le second, c'est le « libéralisme » bourgeois d'un parti social-démocrate. A l'intérieur, ce sont les querelles de tendances, les fractions qui, au dernier congrès tout en étant d'accord sur l'essentiel, mettaient l'accent qui sur tel aspect, qui sur tel autre, de la ligne générale révisionniste. Avec les conséquences d'organisation des luttes de cliques : Tortorella, directeur de « l'Unità », qui roucoulait trop à « gauche », éliminé de son poste après le congrès, par exemple. Vis-à-vis de l'extérieur, une défense sans nuance du « pluralisme » des partis bourgeois, qui va jusqu'à la condamnation des révisionnistes portugais.

Telles sont les bases du « compromis historique » par lequel le P^{CC}I espère arriver au pouvoir

avec la vieille Démocratie Chrétienne : non pas seulement « l'unité de la gauche », comme en France, mais « l'unité de la gauche avec la droite » !

Combien de temps le parti révisionniste italien mettra-t-il à réaliser cet objectif ? Cela dépend du moment où la bourgeoisie italienne aura besoin de lui au gouvernement, face au développement des contradictions de classes. Dès aujourd'hui, en tous cas, comme l'indiquait le Parti Communiste (marxiste-léniniste), Italien pendant la campagne électorale : « La ligne de compromis historique, non seulement ne représente aucune alternative réelle à la Démocratie Chrétienne, mais la soutient ouvertement. »

Jean LERMET

en bref...

MADAGASCAR :

Le gouvernement vient de décider la nationalisation de toutes les banques et de toutes les sociétés d'assurances à partir du mardi 17 juin. Toutes ces banques et sociétés d'assurances sont des filiales de sociétés françaises. C'est un nouveau pas dans la lutte pour le contrôle de l'économie malgache : dans le même temps, le chef de l'Etat affirmait que Madagascar ne réintégrerait pas la zone franc quittée après, le soulèvement de 1972 contre le néo colonialisme français.

OMS-AFRIQUE :

L'impérialisme français a été expulsé du Comité régional de l'Organisation Mondiale de la Santé pour l'Afrique, où il prétendait représenter les Comores et la Réunion. C'est une nouvelle preuve de la volonté des pays du Tiers Monde de prendre en mains leurs affaires en dehors de toute ingérence des pays impérialistes. Une telle procédure est envisagée pour d'autres régions du monde.

RHODESIE :

La lutte armée du peuple du Zimbabwe contre le régime raciste de Ian Smith se poursuit : le 12 juin, une patrouille de l'armée rhodésienne est tombée dans une embuscade, de violents combats ont fait de nombreux morts et blessés parmi les réactionnaires.

THAILANDE :

Le premier ministre de la Thaïlande effectue un voyage en République Populaire de Chine. Ce voyage prépare l'établissement prochain de relations diplomatiques entre les deux pays. Cet événement diplomatique tend à accentuer le courant pour une politique plus indépendante des pays du Sud-Est asiatique à l'égard des Etats-Unis et à isoler un peu plus Taïwan qui reste une de leurs bases avancées dans la région.

EDIFICATION DU SOCIALISME EN CHINE :

La plupart des ingénieurs et techniciens de Taking ont travaillé au moins une année en tant que simples ouvriers : tous travaillent trois ou quatre mois par an sur le front de la production.

Un technicien qui pensait profiter de son séjour à la base pour accumuler des expériences dans son propre intérêt a rapidement abandonné ce point de vue : en 9 ans, il est resté 59 mois sur le chantier, mettant au point des projets pour diminuer l'intensité du travail des ouvriers, il a réétudié avec eux les travaux de terrassement. Un autre technicien a mis au point des procédés doublant les capacités de déshydratation du pétrole, en collaborant étroitement avec les ouvriers. Ainsi ingénieurs et techniciens participent activement à la lutte pour la consolidation de la dictature du prolétariat en critiquant de manière approfondie l'idée que la connaissance est un bien privé : ils font ressortir que leurs réalisations sont le fruit du travail des masses.

palestine :

GUERRE POPULAIRE JUSQU'A LA VICTOIRE !

Samedi 14 juin, à l'appel de plusieurs organisations amies de la Palestine, s'est tenue avec succès la « journée d'information à l'écoute de la Palestine ».

A cette occasion, le Dr. Nabil Shaath, membre du Conseil National Palestinien, directeur du centre de planification de l'OLP, a fourni des précisions importantes sur le point de vue de la Résistance concernant les tentatives de « règlement négocié ».

Le Dr. Nabil Shaath a clairement indiqué que les projets américains d'une part, russes d'autre part, ne coïncident pas avec les objectifs de la Résistance : les Etats-Unis cherchent à conserver l'Etat sioniste dans son rôle de gendarme, en limitant le plus possible les concessions aux pays arabes. Quant à la Russie, elle envisage un « échange » entre d'une part la reconnaissance de l'Etat sioniste (par l'OLP et les pays arabes) et de l'autre, un « territoire national » pour le peuple palestinien. « Toute solution impliquant la reconnaissance de l'Etat sioniste ne peut aboutir à une paix durable et juste... Il est impossible d'accepter une reconnaissance de l'entité sioniste. Ce serait l'abdication du droit fondamental du peuple palestinien ». Rappelant le caractère raciste et, du fait du « droit du retour », expansionniste, de l'Etat sioniste, le Dr. Shaath a rappelé que « un demi-million de Palestiniens vivent dans les territoires occupés depuis 1948. L'OLP ne reniera pas leur lutte ».

Dans cette situation, l'objectif de la Résistance reste l'établissement d'un Etat démocratique sur tout le territoire de la Palestine : « Les révolutionnaires sont des réalistes. Dans l'état du rapport de forces, une solution juste, démocratique, est impossible. Mais la guerre populaire prolongée modifiera nécessairement cet équilibre en faveur

des forces palestiniennes et arabes de libération ».

Concernant la conjoncture immédiate, le Dr. Shaath a indiqué : « Les chances d'ouverture de la conférence de Genève sont minces, les chances de succès de la conférence sont encore plus minces ; les chances qu'elle dégage une solution juste sont nulles ». Dans ces conditions, on s'achemine probablement au Moyen Orient vers une cinquième guerre, dans laquelle la Résistance serait en mesure de jouer un rôle « quantitativement et qualitativement » encore bien supérieur à celui qu'elle a joué en octobre 1973.

Les anti-impérialistes français doivent s'y tenir préparés, en intensifiant dès maintenant leur soutien à la lutte du peuple palestinien.

Samedi dernier, un commando de 4 fedayin opérant à l'intérieur des territoires occupés a attaqué une position sioniste dans le village de Kfar Yuval. Au cours du combat qui les a opposés jusqu'à la mort aux forces sionistes, pendant 2 heures et demie, les fedayin ont tué 22 sionistes et blessé 37 autres. Des forces israéliennes très nombreuses s'étaient lancées à l'assaut de l'immeuble où ils s'étaient retranchés.

Les sionistes ont intensifié leurs agressions contre le Liban. Ils ont lancé 5 raids de « représailles » dans le Sud, faisant 2 morts à Kfar Chouba, village frontalier libanais qu'ils avaient déjà bombardé pendant plus d'une semaine en janvier dernier. Ils ont bombardé la ville de Nabatiyeh et 3 autres villages

libanais. Mais ils se sont heurtés à la défense terrestre de la Résistance Palestinienne : un avion israélien de type Phantom a été abattu, alors qu'il tentait de bombarder des positions de la Résistance dans l'Arkoub, au Sud Est du Liban. Les Palestiniens ont aussi pilonné au canon la ville israélienne de Metullah et attaqué à la roquette la ville côtière de Nahariya. Toutes les forces de la Résistance dans les camps et leurs diverses positions ont été mises en état d'alerte.

Samedi matin encore, des charges explosives posées par les fedayin, ont complètement détruit le cercle des officiers des services de renseignements israéliens, dans la banlieue-sud de Jaffa. L'explosion a provoqué un incendie dans les étages supérieurs du cercle et les immeubles alentour. Les pertes sionistes ont été très lourdes. Le cercle détruit est situé près du plus grand camp militaire remis aux sionistes par les Anglais en 1948 ; à l'heure actuelle, ce centre est utilisé par les services de renseignements sionistes pour les tortures les plus barbares. Cette opération des fedayin est un grand succès, quand on pense à la surveillance exercée par les sionistes autour de tels bâtiments !

Le même jour, les fedayin ont aussi attaqué à la roquette des positions sionistes dans la région de Mahariya, en Galilée occidentale. Comme d'habitude, les sionistes ont gardé le silence le plus total sur ces opérations, qui se multiplient dans les territoires occupés !

**PALESTINE
VAINCRA !**



Depuis la libération du Sud-Vietnam et du Cambodge, l'impérialisme US cherche à renforcer sa crédibilité en criant à qui veut l'entendre qu'il n'acceptera pas que le peuple coréen recouvre son indépendance nationale et puisse enfin réaliser la réunification de sa patrie.

Il y a, en effet, des similitudes entre le destin du peuple coréen et celui des peuples indochinois : tous ont été victimes d'une agression US, et leur lutte héroïque a porté des coups très durs à l'impérialisme américain.

L'agression US, utilisant l'armée fantôme de Syngman Rhee comme bouclier, a eu lieu le 25 juin 1950. Si la destruction de la République Populaire de Corée n'a pu se faire, grâce au revers infligé aux USA par l'armée populaire, il n'en demeure pas moins que le peuple du sud de la Corée est depuis 25 ans victime de l'agression US. Néanmoins, la libération de Saïgon et de Phnom-Penh montre que Séoul à son tour sera libéré.

L'IMPERIALISME US ET L'APRES-GUERRE

L'agression du nord de la Corée avait été préparée de longue date par les USA puisqu'elle demeurait une des pièces maîtresses de sa politique hégémonique de puissance impérialiste.

Sitôt la paix conclue, l'impérialisme US prenait la tête de l'agression impérialiste contre la lutte du peuple, qui connaissait de nouveaux développements.

La guerre avait permis de développer le socialisme en Europe et bientôt en Asie, avec le triomphe de la révolution chinoise ; dans le même temps, les mouvements de libération nationale et coloniale se développaient, et avaient à cette époque l'URSS comme puissant soutien.

La politique impérialiste répondait aussi à des besoins économiques. De sérieuses inquiétudes pesaient sur le développement du capitalisme américain qui avait connu avec la guerre un

rythme soutenu. Au début de 1950, un journal US confessait : « Si rien de nouveau ne se produit, il est à craindre qu'une crise politique et économique éclate aux USA ». L'échappatoire fut trouvée dans la guerre et le développement de l'industrie qui l'accompagne, ce qui faisait dire en juin 1950 à Van Fleet : « La Corée est une bénédiction. IL FALLAIT qu'il y ait quelque part dans le monde une Corée ».

DES LENDEMAINS QUI NE CHANTAIENT PAS

En fait, dès 1945 on vit paraître le refus US d'assurer au peuple coréen l'exercice de ses droits nationaux pour une vie nouvelle, après 40 ans d'occupation japonaise. La conférence de Potsdam avait décidé une opération conjointe soviéto-américaine pour ramasser en Corée, les troupes japonaises ; le 38ème parallèle limitant les régions respectives d'intervention.

Dans cette opération, qui eut lieu en août, l'Armée Rouge reçut l'appui militaire de l'Armée Révolutionnaire du Peuple, qui lutta, avec Kim Il Sung à sa tête, depuis 1932 contre le Japon. La reddition du Japon permit la création dans tout le pays de comités populaires locaux — issus de la résistance — qui prirent en main l'administration et désarmèrent l'armée japonaise.

Au Nord, le Comité Populaire Provisoire décidait l'application des 20 points, qui synthétisaient les acquis politiques de la lutte de libération nationale : journée de huit heures, salaire minimum, amélioration des conditions de travail, égalité des sexes, élections libres à tous les échelons de l'administration, enfin, réforme agraire et nationalisation des grosses entreprises, des mines et des banques, ainsi que des propriétés japonaises. Dans le même temps, tout était fait pour mener à bien la lutte pour la réunification, avec l'appui des comités populaires existant à l'échelon national.

Au Sud, la libération devint pure et simple occupation par les troupes US : une des premières décisions des USA fut de maintenir à son poste l'ignoble général japonais Abe et tous les collaborateurs. Les USA se chargèrent de l'administration locale. Ils ramenèrent Rhee, et lui remirent les 24 industries de base prises aux Japonais — soit, au niveau de la production nationale, 80 % de l'économie sud-coréenne. Mais ils gardèrent la majorité du capital et le droit d'exploitation des mines, de distribution et de décision en matière de réserves et de prix pour le charbon et le pétrole.

Dans le même temps, ils déclenchèrent une vague de terreur nécessaire à l'installation de Rhee, dont le peuple coréen ne voulait pas et pour permettre les élections « libres » décidées par les USA, pour le Sud uniquement.

Face aux menées impérialistes, le peuple coréen réagit dans son ensemble, boycottant les élections de Rhee, et participant massivement aux élections nationales d'août 1948 qui se firent souvent au Sud dans la clandestinité. Néanmoins y prirent part toutes les organisations de droite et de gauche luttant pour la réunification, et qui représentaient alors, de l'aveu même des USA, près de 90 % des Coréens.

Le peuple du Sud, qui put un instant espérer sa libération, comprit vite que les impérialistes US ne la voulaient pas, mais que, bien au contraire, ils désiraient détruire la République Populaire de Corée.

L'AGRESSION ET LA DEFAITE US

La République Populaire de Corée était le maillon principal dans la stratégie hégémonique de l'impérialisme US. En la détruisant, Washington espérait pouvoir du même coup s'attaquer à la RPC, donc affaiblir le camp socialiste en le prenant à revers sans avoir — théoriquement — à affronter sur le terrain l'Union Soviétique.

Mais le retrait de l'Armée Rouge du nord de la Corée obligeait les troupes US à se replier sur le Japon. Le général Roberts, dès cette époque, parlait des conseillers US auprès des divisions fantômes de Rhee comme étant « au front ». Ce fut le premier aveu qu'il existait un front, donc des batailles auxquelles prenaient part des officiers US.

Rhee attaqua le 25 juin. Quelques heures après le déclenchement de l'agression, il s'enfuyait au Japon, avec l'or du gouvernement. Les succès de l'Armée Populaire obligèrent les USA à intervenir pour sauver leur marionnette. Elles le firent sous couvert de l'ONU, violant ainsi la Charte de celle-ci, selon laquelle l'ONU n'a aucune compétence en matière de règlement d'après-guerre des problèmes relatifs à la seconde guerre mondiale. Mais les revers se firent toujours plus nombreux et cuisants : l'élite des troupes US fut décimée dans la bataille de la cote 1211, appelée aussi par les yankees « crête du désespoir », où les soldats sino-coréens, menés par Kim Il Sung, firent 15.000 morts parmi les troupes et officiers US.

Amenés à traiter, les impérialistes US reconnurent leur défaite. Clark, signant l'armistice, devait déclarer : « être le premier commandant US à signer un armistice qui ne soit pas précédé d'une victoire ».

Néanmoins, quelques jours plus tard, les USA violèrent l'armistice en signant le Pacte de Sécurité Commune, prévoyant la présence illimitée de troupes US à Séoul, nécessaires au maintien des régimes fantômes contre les aspirations du peuple sud-coréen. Mais dans sa lutte pour la réunification, le peuple coréen se souvient de ce que déclarait Kim Il Sung :

« Dans la guerre de Corée, les impérialistes américains ont subi la première défaite de leur histoire. Cela signifie qu'ils redescendent la pente. Leurs sérieuses blessures ne sont pas encore cicatrisées et déjà ils doivent passer sans cesse par les baguettes des peuples révolutionnaires, et ils s'enfoncent un peu plus dans le marais ».

Camille NOEL.

Bref historique

9 août 1945 :

Offensive de l'Armée Rouge et de l'Armée Révolutionnaire du Peuple contre les troupes japonaises de Corée.

février 1946 :

Formation par les comités populaires locaux issus de la résistance d'un Comité Populaire Provisoire de Corée du Nord, avec Kim Il Sung à sa tête ; les troupes d'occupation US dissolvent les comités populaires du sud et emprisonnent leurs membres. Syngman Rhee est ramené des USA dans les fourgons américains.

23 mars 1946 :

Programme en 20 points du CPP présenté par Kim Il Sung.

Courant 1946 :

Réunions de la commission conjointe URSS-USA pour « établir l'indépendance nationale » en Corée. L'URSS ayant vainement proposé le retrait immédiat des troupes américaines et de l'Armée Rouge, les USA, aidés de la Grande Bretagne, avaient obtenu la création de cette commission, dont ils exclurent systématiquement toutes les organisations ou partis coréens qui luttaient pour la réunification : ainsi, les syndicats furent écartés, avec les organisations paysannes, et certains partis de droite.

10 mai 1948 :

Après avoir enterré la commission, les USA font appel à l'ONU pour des élections unilatérales dans le Sud en mai 1948. Seuls appelèrent à voter les partis des propriétaires fonciers et des capitalistes (« Parti Démocratique ») et celui de Rhee. Ces deux partis étaient les seuls à n'avoir pas participé en avril à la convention de Pyongyang, qui décida d'organiser des élections au Nord et au Sud.

25 août 1948 :

Malgré les troupes US et la police de Rhee, les

élections générales ont lieu dans tout le pays : 77,2 % de votants au Sud, pour 360 députés.

8 septembre 1948 :

Les députés du Sud et du Nord se réunissent à Pyongyang en Assemblée populaire et élisent Kim Il Sung président de la République Populaire. L'URSS la reconnaît et retire l'Armée Rouge.

août-septembre 1949 :

Premières provocations frontalières.

1950 : 1950 :

20/1 : Pacte d'entraide et de défense mutuelle USA/« République de Corée » (auto-proclamée par Rhee) ; le Sud de la Corée est placé dans le « périmètre de défense » des USA — 25/6 : agression du nord par les troupes fantômes de Rhee — 28/6 : Elles n'existent plus. Séoul est libéré — 15/9 : Débarquement des troupes US sous le couvert de l'ONU sur les arrières des troupes de l'Armée populaire. Elles se replient en ordre : 1/10 : A partir de cette date, le Nord de la Corée est soumis à une destruction systématique (objectifs militaires et civils) ; les USA déclenchent la guerre bactériologique — 2/11 : intervention internationaliste des Volontaires du Peuple Chinois, pour repousser les troupes US prêtes à s'attaquer à la République Populaire de Chine. Les troupes US sont repoussées loin vers le Sud par l'offensive coréenne, et devant cette situation les USA proposent des pourparlers.

10 juillet 1951 :

Les pourparlers commencent ; ils dureront deux ans les USA voulant laisser au général Van Fleet le temps de créer un rapport de force favorable sur le terrain. Dans le même temps, l'aviation américaine bombardait par trois fois le campement sino-coréen en zone démilitarisée pour tuer la délégation aux pourparlers. Après leur désastre de la cote 1211 (août 1951), les troupes US subissent des revers qui les amènent à négocier.

27 juillet 1953 :

Armistice.

POLOGNE 75 : UNE "DEMOCRATIE" ANTI-POPULAIRE (2)

(Suite du Sup. au No 160)

Un pays qui connaît un endettement et un déficit commercial cumulé considérable de l'ordre de 3 milliards de dollars (1,3 milliards de dollars pour 1974, soit la moitié du déficit de tous les pays de l'Est réunis). Un pays qui connaît la pénurie alimentaire pour des produits aussi nécessaires au peuple que le lait et la viande. Un pays qui quémande sans vergogne des crédits aux impérialismes occidentaux, et dont le peuple travailleur, par ses sacrifices, doit rembourser les intérêts et le capital. Un pays qui connaît l'inflation et le chômage, qui « exporte » ses travailleurs comme une marchandise pour en tirer de « précieuses devises ». Telle est la triste situation du « socialisme » polonais. Comme en France, les travailleurs sont appelés à se serrer la ceinture tandis que se gorgent et s'enrichissent un bourgeois rapace et qui n'hésite pas à défendre ses intérêts et ses privilèges de classe en faisant tirer à la mitrailleuse sur les ouvriers qui revendiquent du pain et du travail.

LE RÔLE DE L'EGLISE CATHOLIQUE
L'Eglise en Pologne est un précieux auxiliaire de la dictature bourgeoise révisionniste. Le rôle de cette institution a été vraiment explicité par le cardinal Wyszyński, primate de Pologne : « tranquilliser les esprits blessés par les événements sanglants de décembre (1970) ». Aussi l'Eglise polonaise demande-t-elle, comme Judas, le salaire de sa trahison : « plus d'églises et plus de droits dans le domaine de l'éducation » (Wyszyński). Pour remercier l'Eglise de son



En Pologne : Vatican et Coca-Cola. Non, ce n'est pas le léninisme !

aide, Gierek décide en 1972 la suppression du contrôle d'Etat sur les propriétés ecclésiastiques et l'exemption d'impôts fonciers, en outre il autorise la construction de nouvelles églises, subventionnée sur fonds d'Etat, c'est-à-dire avec l'argent des travailleurs. On comprend dès lors que Wyszyński qualifie Gierek de « puissant allié de l'Eglise ».

L'Eglise possède aussi des maisons d'édition, des journaux, des stations de radio, des partis politiques, des députés, des écoles... 14.000 églises sont ouvertes, servies par 23.500 prêtres et plus de 31.500 moines et bonnes sœurs : c'est le trafic de l'« opium du peuple » érigé en industrie ! La situation excellente de l'Eglise polonaise est enviée par ses « sœurs » occidentales.

LE P«O»UP : UN PARTI BOURGEOIS FASCISTE AU POUVOIR

En 1968, déjà, Gomulka avait « épuré » le Parti « ouvrier » Unifié Polonais (P«O»UP) de 800.000 membres... dont 75% d'ouvriers. En 71 Gierek réitère l'exploit de son prédécesseur : 10.500 exclus. L'orientation pour le recrutement du parti révisionniste est le suivant : « Faire attention avant tout aux capacités professionnelles ». C'est-à-dire consolider la caste des technocrates vendus à la bourgeoisie et éliminer les ouvriers.

L'Etat bourgeois renforce son appareil de répression contre les travailleurs. En 72 fut créée une « brigade montée ». Les chevaux sont « habitués aux cris, aux coups de feu et aux explosions », afin de pouvoir charger les manifestations

ouvrières et populaires. Poniatowski doit se sentir tout à fait en pays de connaissance.

Tandis que les travailleurs voient se dégrader de jour en jour leurs conditions de vie, l'Etat augmente les salaires des flics, de la milice et de la police politique tout comme en Italie.

On comprend dès lors que Giscard aime bien la Pologne : sa « société libérale avancée » est de la même nature que la « société socialiste » de Gierek. On envoie les flics quand les travailleurs manifestent pour leurs droits, les masses voient leurs conditions d'existence et leur emploi attaqués tandis que s'enrichit une bourgeoisie décadente et parasitaire. Oui, vraiment, Giscard-Gierek, même combat !

Hervé GAY